

n° 44

révolution

égalité



démocratie

avril 2004

Jeunes communistes révolutionnaires

1€

Lycéens, étudiants, salariés

**Tous ensemble,
dans la rue**

Photo originale © Joël F. Volson

**Nous pouvons
en finir avec
Raffarin**



Stoppons la casse de l'éducation !

Les dotations globales horaires sont tombées : sur presque tous les lycées des heures sont supprimées. Cela signifie concrètement sur les lycées des classes surchargées (une moyenne de 35 élèves par classe), des options supprimées (LV3, latin, grec...), des groupes de langue incohérents (ES, S et L ensemble ou 2^{nde}, 1^{ère} et Terminales ensemble), la disparition des heures d'aide individualisées, etc. En même temps, on voit une poussée du sécuritaire : pose de caméras de plus en plus fréquente, détecteurs de carte à l'entrée des bahuts et bientôt un flic par lycée. Leur projet est de faire une éducation rentable, de plus en plus pour les riches (qui pourront se payer des cours de soutien, par exemple) et d'uniformiser les élèves pour qu'ils rentrent tous dans le même moule et deviennent de gentils petits consommateurs plus tard.

Nous devons nous bouger pour stopper ces attaques.

A la manif du 12 mars, il y avait un peu moins de 5000 lycéens à Paris et 3000 à Toulouse, sur les autres villes ils étaient peu. A la manif parisienne du 26 mars appelée uniquement par le CAL (comité d'action lycéen) d'Ile de France, nous étions 1 000. D'autres actions ont été menées : à Goussainville et à Gonesse, des profs, des parents d'élèves et des lycéens ont occupé les bureaux de l'administration ; ils ont réussi à récupérer quelques heures avant d'être virés par les CRS. Le lycée Kästler (Cergy) a été bloqué le vendredi matin par des centaines de lycéens motivés, avant d'aller chercher un autre bahut pour aller à la manif. Ceci demeure très positif et peut nous laisser espérer un mouvement social de grande ampleur.

Dans presque tous les bahuts, les profs

se bougent ; mais ils sont démotivés par les semaines de salaire qu'ils ont perdues en mai-juin dernier, alors que le mouvement n'a pu aboutir. Donc, nous devons aller voir tous nos profs pour les motiver. Il est également nécessaire de bien s'organiser en se réunissant entre lycéens à l'intérieur de nos bahuts, pour préparer des actions et pouvoir informer un maximum de monde. Des campagnes d'information doivent être menées sur nos lycées, sous forme de tract ou encore d'affiches, pour informer tous les élèves et les faire bouger. Nous devons aussi nous coordonner avec les profs, les parents d'élèves et tous les bahuts du coin pour propager le mouvement.

L'éducation n'est pas une marchandise, REAGISSONS !!!

Mickael, [Cergy]

Interview d'une lycéenne en lutte

Nous avons interviewé Camille, une élève du lycée Galilée à Cergy :

que nous sommes passés dans les classes.

RED : Pourquoi manifestes-tu aujourd'hui ?

Si je manifeste aujourd'hui, c'est contre toutes ces réformes qui attaquent l'éducation qui est, selon moi, vitale à notre socialisation. J'exprime clairement mon mécontentement et c'est le seul moyen, pour nous lycéens, de se faire entendre.

RED : Existe-t-il un problème d'information concernant ces réformes ?

Oui, il existe un réel problème d'information dans les lycées et en France, ces réformes ne sont pas médiatisées. L'Etat a peur d'avoir de gros mouvements sociaux. C'est pour ça que les français sont « desinformés ». Ces réformes tentent de détruire notre Education.

RED : Es-tu simplement manifestante ou militante ?

Dans le cadre de cette action, je suis militante, je suis membre, avec deux camarades, du CAL (Comité d'action Lycéen) Galilée, qui a préparé cette journée morte.

RED : A ton avis, quel est le moyen d'enrayer toutes ces réformes ?

Il y a une seule solution : La manifestation !!!

RED : Comment avez-vous préparé cette journée ?

Nous avons écrit et distribué des tracts mais la chose la plus importante est le passage que nous avons effectué dans les classes car nous avons pu informer le plus de gens possibles.

RED : Est-ce que tu penses, qu'en France, il existe un problème de prévention et un Etat répressif ?

Les deux, il n'y a aucune prévention, elle est remplacée par la répression. L'Etat devient sécuritaire (merci qui ?) en oubliant ses piliers (Liberté, Egalité, Fraternité).

RED : Es-tu satisfaite de la journée ?

Je suis satisfaite à moitié. A 8h30 : il y avait à peu près 150 élèves présents devant le lycée. Il y a eu un petit problème d'organisation à l'arrivée des manifestants du lycée Kästler. Par contre pour la manifestation le nombre d'élèves présents a été divisé par deux, mais dans l'ensemble c'était génial !

RED : Comment qualifierais-tu le gouvernement Raffarin en une phrase ?

Un pas en avant, trois pas en arrière. Voilà la politique du gouvernement Raffarin. On nous ment sur les objectifs de ce gouvernement. On nous promet mais rien ne se passe...

Propos recueillis par Bachir, [Cergy]

Strasbourg-Saint-Denis

Grévistes : 1 McDonald's : 0

Après 363 jours de grève (on a failli fêter un drôle d'anniversaire !), les salariés du McDonald's de Strasbourg-Saint-Denis ont gagné. Plusieurs de leurs revendications ont été satisfaites : le départ d'un gérant dont le comportement autoritaire, insultant vis-à-vis de l'ensemble des salariés et notamment de ceux qui osaient ouvrir leur gueule pour revendiquer des droits. A été obtenue également la réintégration de Tino Fortunat (« agitateur » licencié par McDonald's). Les grévistes ont aussi obtenu un certain nombre d'embauches et le paiement de 35 % des jours de grève. Malheureusement rien n'a été obtenu sur les salaires.

Cette victoire contre le géant McDonald's (et pas « McDo », on n'est pas des intimes), démontre que lorsque des salariés se mettent en grève et donc tapent là où ça fait mal (les recettes), tout est possible. La répression anti-syndicale très dure, dont tous ceux qui osent s'organiser pour reven-

diquer des droits sont victimes dans des secteurs comme la restauration rapide, n'a pas entamé le courage et la détermination des salariés. Bien au contraire, les salariés du McDonald's de Strasbourg-Saint-Denis n'ont pas reculé et ont mené la lutte de manière exemplaire, notamment en allant soutenir les autres précaires de la restauration rapide lorsqu'ils étaient en lutte, à Pizza Hut notamment.

La lutte des salariés de Strasbourg-Saint-Denis s'est également développée grâce aux actions visibles qu'ils ont organisées, notamment en allant bloquer d'autres McDonald's, en distribuant des tracts pour sensibiliser les clients et les salariés. La dimension symbolique de cette lutte (les « petits » salariés contre la grande multinationale) a frappé les esprits et a franchi les frontières. Dans plusieurs pays européens des actions de solidarité ont été organisées en soutien aux grévistes de Paris. Ces jeunes salariés précaires ont mené une lutte qui restera

probablement dans l'histoire du mouvement ouvrier.

A l'heure où les offensives contre les salariés se multiplient, une telle victoire est un formidable encouragement au développement des luttes. Elle ne doit pas nous faire oublier que d'autres salariés sont en train de se battre contre des grandes chaînes, comme à Virgin où un délégué a été licencié pour « harcèlement » contre... son supérieur ! La victoire des grévistes de McDonald's nous montre que quand nous sommes unis, déterminés et organisés, tout devient possible !

Amélie [Sorbonne-Tolbiac]



Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro) 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 25 au 31 juillet dans l'Etat espagnol)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
 brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
 carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
 brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
 brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
 mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org



Diplôme de licencié

L'Ecole supérieure de commerce de Reims propose aux étudiants en troisième année un module intitulé « flexibilité et restructurations ». Une manière polie pour dire « organisation des plans de licenciements ». Mais rassurons-nous car les étudiants suivront aussi un module appelé « Ethique et management ». Les salariés qui se feront virer le seront dans les règles de « l'éthique ». Ouf ! Avec des frais de scolarité de plus de 7000 euros par an sur 3 ans, on n'en attendait pas moins...

Les lycéens se bougent à Lannion !

En colère contre l'ablation de l'Education nationale, des lycéens de Lannion se sont mobilisés et organisés au moyen d'un collectif actif. Contre un gouvernement qui détruit des capacités matérielles et humaines pour développer un bon enseignement dans tout le secondaire il est impératif d'agir et de s'organiser. Aujourd'hui l'école se précarise et l'Etat fait des économies !

Chercheurs précaires, chercheurs en colère

150 000 acteurs de la recherche publique en France et seulement 70 000 postes de fonctionnaires. La recherche vit grâce à des postes précaires.

Ce sont des thésards plus ou moins financés (depuis des bourses industrielles de plus de 2000 euros jusqu'à une absence complète de financement et de protection sociale, toutes les situations existent...), ITA ou personnels de laboratoires en CDD pendant des années (toute une équipe vient d'ailleurs d'être licenciée après 13 ans de bons et loyaux services...). Cette situation n'est évidemment pas nouvelle mais, dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la transformation de 550 postes de fonctionnaires en CDD renouvelables ait mis le feu aux poudres dans la recherche.

Rester mobilisés

Cette suppression de postes est très importante du point de vue symbolique : elle préfigure la mise en place généralisée de CDD dans la fonction publique. C'est pour ça que le gouvernement ne peut pas se permettre de reculer sur cette question alors même que cela ne lui coûterait que 20 millions d'euros par an et qu'il a promis un plan de plusieurs milliards d'ici 2007 aux chercheurs...

Par contre, le gouvernement peut se permettre de détourner l'attention des chercheurs mobilisés en leur proposant un grand débat national : des Etats Généraux organisés par les chercheurs eux-mêmes. Les chercheurs qui étaient plus de 20 000 dans les rues de Paris le 19 mars pour des postes et un budget décent sont donc en train de consacrer une grande partie de leur énergie à la mise en place de ces Etats Généraux. Le mouvement rencontre donc deux problèmes : mettre en place des Etats Généraux le plus démocratiques possibles (ce qui loin d'être gagné car le Comité d'organisation de ces Etats Généraux n'est ni élu, ni même représentatif du mouvement) et continuer à se mobiliser dans la rue pour gagner sur les revendications à court terme.

Elargir pour gagner ?

L'idée commence à germer chez les chercheurs qu'ils ne gagneront pas seuls. Au moment où les élèves de STAPS se mobilisent pour des postes au CAPES, l'analogie est évidente : l'absence de postes et de moyens est une réalité dans l'ensemble du système éducatif. De plus, les enseignants

Mais le fait que les gouvernements se situent dans le cadre de la démocratie parlementaire n'est en rien une garantie : le gouvernement qui a massacré plus de deux cents algériens le 17 octobre 1961 sous prétexte de « maintenir l'ordre public » et de protéger la « République » contre les « terroristes » n'était pas non plus un régime fasciste.

La loi contre le voile adoptée par la droite avec le soutien des partis de gauche légitime les violences anti arabes et islamophobes. C'est ce que démontre la recrudescence d'actes racistes, d'agressions verbales et physiques, en particulier envers les jeunes filles qui portent le voile, ou d'attentats contre les mosquées.

Dans le numéro de janvier 2004 de RED, l'article « Une loi pour nous diviser et nous bâillonner » (portant sur la loi qui vise à interdire le port du foulard à l'école), la phrase suivante a fait réagir plusieurs lecteurs du journal : « Ne laissons pas le gouvernement adopter en 2004 des mesures d'exception qui ressemblent comme deux gouttes d'eau aux lois anti juifs du gouvernement de Vichy ». L'objectif de l'article n'était pas de choquer les personnes qui trouvent la comparaison exagérée. Il est vrai que la loi discriminatoire contre le voile n'aura pas pour conséquence d'envoyer des milliers de personnes en camp de concentration.

C'est pourquoi nous nous excusons auprès des lecteurs qui ont pu être choqués par cette phrase. Il est vrai que le gouvernement Raffarin n'est pas un régime fasciste.

Sommaire

- 2 **Actualité**
- 4 et 5 **Monde**
 - Palestine
 - Les rivalités Europe/USA
 - Bilan du 20 mars
 - Kosovo
 - Haiti
- 6 et 7 **Dossier international : qui sont les terroristes ?**
- 8 et 9 **Hexagone**
 - Elections régionales
 - Homos-Hétéros : droits égaux !
 - Bilan du 8 mars
 - La « république » à l'école
- 10 **Kultur**
 - Le procès de la Rumeur
 - Le livre de Fadela Amara
- 11 **Histoire**
 - Rwanda, 10 ans après le génocide
- 12 **Rencontres internationales de jeunes dans l'Etat espagnol**

édito

Une seule région à droite ! Lors des élections régionales, la population a infligé une défaite au gouvernement. Ce n'est pas sur un programme que la gauche a été majoritaire dans 21 régions mais bien pour contrer le gouvernement. Un vote sanction comme on a pu le lire dans tous les journaux. Ce vote montre que le gouvernement est aujourd'hui plus illégitime que jamais.

Après avoir attaqué l'ensemble des travailleurs sur les retraites mais aussi plus spécifiquement les chômeurs, les femmes, les intermittents, les étudiants, après avoir cherché à nous diviser avec la loi contre le voile, le gouvernement paye les frais de sa politique. Après un an de mobilisations, contre la guerre, le mouvement de Mai-Juin, le Larzac, le FSE, ce vote est le prolongement des luttes contre le gouvernement et cette raclée peut aujourd'hui redonner confiance à une grande partie des gens pour battre réellement le gouvernement dans la rue, dans les luttes. Car nous savons bien que ce ne sont pas des majorités de gauche dans les régions qui changeront nos conditions de vie...

Aujourd'hui, les luttes reprennent dans l'Education nationale avec les chercheurs mais aussi sur les lycées contre les suppressions de postes. Les Staps sont en grève depuis 7 semaines. La semaine dernière se sont les pompiers qui sont allés à la bataille avec les flics pour demander qu'enfin leur métier soit qualifié de métier à risque. Dans le privé les mobilisations contre les licenciements se multiplient même si elles restent très dispersées.

Il y a aujourd'hui en France une tension sociale et politique, à l'image de la situation internationale.

Le 20 mars, après un an d'occupation en Irak, le mouvement anti-guerre a prouvé qu'il était loin d'avoir disparu. 3 millions de gens ont manifesté à travers le monde. A Paris, 10 000 manifestants ont demandé l'arrêt de l'occupation alors qu'une semaine avant certains prévoyaient un petit rassemblement. Bush vient à Paris le 5 juin, nous devons dès maintenant mobiliser contre sa venue et contre le probable ralliement de Chirac à une partie des projets étatsuniens. Nous avons eu l'exemple récemment de la force du mouvement anti-guerre avec l'Espagne. Aznar a perdu les élections après que des millions de gens soient descendues dans la rue pour dénoncer le gouvernement qui occupe l'Irak et dire que c'est lui le responsable politique des attentats.

Ce que montre la situation en Espagne ou en France, c'est que contre la guerre ou contre les politiques antisociales nos luttes peuvent peser. Nous devons maintenant être plus nombreux à nous organiser pour développer ces luttes et construire une réelle alternative aux politiques libérales qu'on nous impose depuis plus de 20 ans.

Emmanuelle, [Jussieu]

Le mouvement anti-guerre en France est vivant

Le dimanche 14 mars, à 14 h, les portes de l'Élysée-Montmartre s'ouvraient, laissant entrer 1 500 personnes venues assister aux 6 heures contre la guerre. Cette initiative, proposée par ACG, le MIB, la CCIPPP et le CMF avait pour but de mobiliser pour le 20 mars.

Cet événement auquel peu ont voulu croire a été un véritable succès. Tant du point de vue du nombre de billets vendus, de la diversité musicale que du contenu politique.

En effet, le public rencontré lors de ce concert-meeting, n'était pas pour la plupart issu du milieu militant. C'étaient des lycéens, des étudiants non organisés qui ont vu en cette journée le moyen de crier comme en hiver dernier leur refus au projet de guerre sans limite.

La salle se faisait l'écho de la résistance internationale en applaudissant Salma Yakoob, représentante de Stop The War Coalition venue de Grande-Bretagne pour dénoncer cette guerre raciste,

Elle se faisait l'écho de la solidarité internationale en applaudissant Van Gosse de la coalition étasunienne United for Peace and Justice, serrant la main fraternellement à Abdel-Amir Rekabi qui représentait la voix de l'opposition irakienne à l'occupation américaine.

De nombreuses prises de parole en faveur de la Palestine ont été faites, réaffirmant l'urgence du droit à l'autodétermination des palestiniens, du droit au retour des réfugiés ainsi que du retrait des troupes israéliennes de l'ensemble des territoires palestiniens.

ACG et le MIB se sont placés du côté de la résistance irakienne et palestinienne. Pointant alors du doigt les véritables terroristes que sont Bush, Blair, Aznar, Sharon, Berlusconi, Schröder et Chirac.

Les groupes musicaux n'ont pas manqué à l'appel de cette journée militante. La Rumeur, Sergent Garcia, Los Tres Puntos et tous les autres soutenant le travail fait,



ont tous tenu un discours enragé et engagé contre l'impérialisme et la guerre.

Mais au-delà de l'ambiance de fête et de colère, ce concert a été un réel outil de mobilisation et de construction du mouvement anti-guerre. 100 000 tracts d'appel au 20 mars ont été répartis dans le public et des dizaines de contacts ont été donnés dans la perspective de mettre en place des collectifs contre la guerre sur Paris et la banlieue.

Le concert a donc favorisé amplement la manifestation du 20 mars à Paris. Nous sommes jusqu'à 10 000 à être descendus dans la rue pour nous opposer à l'impérialisme et à la politique de guerre sans limite. Cette manif est un succès dans la mesure où une semaine avant, elle n'était toujours pas validée par l'ensemble des organisations de la Coordination Anti-Guerre.

A Paris, seule la coordination ACG a fait un réel travail de mobilisation en diffant et collant dès le mois de décembre pour mettre sur pied l'antenne parisienne de la mobilisation internationale de ce 20 mars.

Ce jour-là nous nous sommes retrouvés autour des mêmes slogans, ceux qui condamnent les projets expansionnistes et racistes, ceux qui dénoncent Bush, Blair, leurs complices sans oublier Chirac. Nous ne

sommes pas tombés dans le piège tendu par certains d'orienter la manif vers une manif contre le terrorisme.

En tête, le cortège d'ACG était le plus dynamique et le plus massif. Nous avançons avec la volonté que notre résistance et notre solidarité résonnent avec celles des autres manifestations qui se déroulent le même jour partout dans le monde : New York, Madrid, Istanbul, Londres, Gaza, Le Caire...

Ce jour-là, le mouvement international de résistance a prouvé, renforcé par la chute d'Aznar, que notre voix n'est pas éteinte, et que la lutte continue.

Nous avons, comme au concert, récolté de nombreuses listes de contacts, ce qui va permettre dans les semaines qui viennent de voir de nombreux collectifs anti-guerre s'agrandir ou se créer.

Il y a une nécessité réelle à ce que nous continuions tous à construire le rapport de forces qui, nous le voyons, fragilise d'ores et déjà les gouvernements.

Amélie, [Beaux-Arts]

L'assassinat de Cheikh Yacine

Lundi 22 mars, tôt le matin, l'armée israélienne a assassiné le Cheikh Ahmed Yacine, chef du Hamas. Il est le

plus connu de la trentaine de Palestiniens qui ont été assassinés ces derniers jours par les troupes d'occupation. Bien entendu, Sharon et son gouvernement ont justifié cet assassinat au nom de la « lutte contre le terrorisme », qualifiant même Yacine de « Ben Laden Palestinien ».

Le Hamas est une organisation fondamentaliste dont nous ne partageons pas les orientations politiques, bien au contraire. Mais aujourd'hui, en Palestine, c'est cette organisation qui recueille le plus de soutien dans la population car elle apparaît comme étant quasiment la seule à mener la lutte contre Israël. Les trahisons répétées d'Arafat et de l'Autorité Palestinienne, ainsi que le suivisme des organisations de gauche à la politique d'Arafat y sont pour beaucoup.

Des manifestations impliquant des centaines de milliers de Palestiniens ont eu lieu dans les jours qui ont suivi la mort de Yacine. Et contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, ces centaines de milliers de gens ne sont pas des fanatiques qui rêvent de construire un Etat islamique et de jeter tous les Juifs à la mer, mais une population écrasée depuis des décennies qui a voulu exprimer une nouvelle fois sa colère contre les politiques terroristes de l'Etat d'Israël.

En frappant Yacine, le gouvernement israélien a en effet une nouvelle fois fait la démonstration qu'il ne reculerait devant rien pour détruire définitivement la résistance palestinienne. Sharon n'en a que faire des « condamnations de la communauté internationale ». Il sait qu'il pourra compter sur les son ami Bush qui a besoin d'Israël pour assurer son hégémonie dans la région. Il sait aussi que les Etats qui « condamnent » se

contentent de communiqués pour se donner bonne conscience mais ne feront jamais rien qui pourrait aller à l'encontre de la politique coloniale d'Israël.

En faisant tuer Yacine, Sharon a décidé d'accélérer encore un peu plus l'écrasement de la résistance palestinienne. Il sait que tôt ou tard il devra quitter une bonne partie de la bande de Gaza, mais il veut auparavant détruire le plus possible la résistance. En tuant le chef du Hamas, très populaire dans la population palestinienne, il espère que des attentats-suicide auront lieu, et ainsi la nouvelle boucherie qu'il prépare sera « légitime ».

Cet événement nous montre le cynisme des dirigeants israéliens. Car ils savent très bien qu'en tuant le leader du Hamas ils ne feront pas baisser le nombre d'attentats, bien au contraire. Pour aboutir à ses fins, Sharon est prêt à sacrifier des civils israéliens, en continuant de susciter le désespoir dans la population palestinienne et en encourageant, par des assassinats de leaders palestiniens, les attentats-suicide. Sharon espère que la mort de civils israéliens pourra donner une légitimité à ses futures attaques.

La seule légitimité est du côté du peuple palestinien, un peuple dont les droits sont bafoués par Israël depuis plus de 50 ans. Nous soutenons sa lutte, et ce quels que soient les dirigeants qu'ils soutiennent ou les méthodes de lutte qu'ils emploient. Tant que les droits fondamentaux du peuple palestinien n'auront pas été satisfaits (droit à l'autodétermination, droit au retour de tous les réfugiés), il n'y aura pas de paix possible.

Amélie [Sorbonne-Tolbiac]

en bref

L'Occident libérateur

Les Etats-Unis et l'armée pakistanaise ont lancé une offensive contre les Talibans pour chasser les « terroristes ». En quelques jours c'est la bagatelle de plus de 30 000 personnes qui ont dû quitter leurs villages pour se réfugier, fuir les raids de l'armée américaine. Imaginer ce que cela peut provoquer, le déplacement d'une ville de 30 000 habitants de votre département qui soit obligé de partir (à pied) du jour au lendemain, sans être sûr de trouver de quoi manger, de trouver ou dormir. Mais ce serait pour la « bonne cause », défendre la civilisation...

Redessiner le Moyen-Orient : Rivalités entre l'UE et les USA

De la guerre des Balkans à celle de l'Irak, le monde a compris que les agressions des Etats-Unis, principale puissance du monde, ne sont pas motivées par les seuls intérêts économiques. Refaire la carte du monde, évincer l'impérialisme européen, contenir les puissances montantes asiatiques, jouer des équilibres régionaux selon la double morale : punir les crimes de leurs ennemis et récompenser ceux de leurs amis, sont la mission passée de Clinton à Bush.

Le plan « Grand-Moyen Orient » que présenteront les Etats-Unis, au prochain G8 en juin 2004, en est la dernière illustration.

Ce projet répond à plusieurs questions cruciales pour les intérêts étatsuniens : la protection de l'Etat d'Israël isolé et le « règlement » de la question palestinienne à moindres frais, l'incapacité des régimes arabes soumis à contenir l'islamisme armé, bien utile précédemment, mais aussi à lutter contre l'anti-américanisme bien ancré au

sein des populations arabes, à construire donc un équilibre des forces dans la région arabe élargie au Pakistan, à l'Iran, à Israël et à la Turquie.

L'Europe, par le biais de son champion franco-allemand, tentera de maintenir son opposition à l'hégémonie états-unienne par un projet concurrent. Comme pendant la guerre, les intentions sont identiques, mais les rythmes et les moyens sont différents. Les prêts européens destinés aux réformes libérales, le soutien aux dictatures présentes associé aux prétendues conditions démocratiques, résumant la stratégie européenne. Leur principal soutien consistera à user des illusions des régimes régionaux à pouvoir jouer de la concurrence inter-impérialiste.

Un trio composé de la Syrie, de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, se prépare à défendre au prochain sommet arabe, un argumentaire dans lequel une solution apportée à la question palestinienne conditionnera l'engagement aux réformes exigées par l'Union Européenne. Ils défendront, au nom du danger islamiste en cas d'ouverture brutale du

champ électoral, un plan de démocratisation contrôlée. Les forces de gauche, encore présentes, bien que très affaiblies, s'y déclarent favorables au vu des rapports de force internationaux.

Les révolutionnaires présents dans plusieurs pays de la région sont les seuls investis à la fois dans les batailles démocratiques, anti-impérialistes et anti-capitalistes. Notre tâche doit consister à tisser des liens avec la jeunesse en lutte dans la région ; leur révolte contre le chômage, l'injustice, l'arbitraire, leur engagement auprès des Palestiniens et des peuples contre l'exploitation et l'occupation coloniale sont les nôtres.

Salim, [Saint-Denis]

en bref

Pendant qu'ils se partagent le monde...

100 000 personnes meurent chaque jour à cause de la faim et de ses suites immédiates.
20 000 enfants meurent chaque jour de maladies évitables
12 000 personnes meurent chaque jour parce qu'ils ont bu de l'eau impropre à la consommation.
10 000 personnes meurent chaque jour à cause du SIDA.
5 000 personnes meurent chaque jour à cause d'accidents ou de maladies liés au travail.
3 000 enfants meurent chaque jour de paludisme sur le continent africain.
1 400 femmes et filles meurent chaque jour de complications liées à la grossesse.

Benny Morris

L'expulsion des Palestiniens expliquée à ses potes

Benny Morris est un historien israélien qui, par le passé, avait mis à jour les conditions de la création de l'Etat d'Israël et notamment l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens. Dans une interview donnée au quotidien israélien Haaretz, il expose avec une clarté étonnante l'état d'esprit d'une bonne partie de l'intelligentsia sioniste et donc du gouvernement israélien. Loin de renier ses travaux antérieurs, il s'appuie aujourd'hui dessus avec un cynisme glacial. Morceaux choisis.

« **Benny Morris, voilà vingt ans que vous menez des recherches sur la part ténébreuse du sionisme. Vous êtes spécialisé dans les atrocités de 1948. En fin de compte, vous justifiez tout cela ? Prenez-vous le parti du transfert de 48 ?**

Il n'y a pas de justification aux viols. Il n'y a pas de justification aux massacres. Ce sont des crimes de guerre. Mais dans certaines conditions, l'expulsion n'est pas un crime de guerre. Je ne pense pas que les expulsions de 48 étaient des crimes de guerre. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. On doit se salir les mains.

Vos propos sont durs à entendre et difficiles à digérer. Vous semblez avoir le cœur dur.

(...) J'ai de la sympathie pour le peuple palestinien qui a traversé une dure tragédie. J'ai de la sympathie pour les réfugiés eux-mêmes. Mais si la volonté d'instaurer ici un Etat juif est légitime, il n'y avait pas d'autre choix. Il était impossible de laisser une forte cinquième colonne à l'intérieur du pays. (...) Il n'y avait pas d'autre choix que de chasser la population palestinienne. La déraciner tout en faisant la guerre.

Et du point de vue moral, vous êtes en paix avec cet acte?

Oui. Même la grande démocratie américaine n'a pas pu se réaliser sans l'extermination des Indiens. Il y a des cas où le bien général, final, justifie des actes durs et cruels qui sont commis au cours de l'Histoire.

Il vous est arrivé quelque chose d'intéressant.

Vous vous étiez lancé dans une enquête critique sur Ben Gourion et les institutions sionistes, mais au bout du compte, vous identifiez, en fait, avec eux. Vous êtes dur et insensible dans vos propos exactement comme ils l'ont été dans leurs actes.

(...) J'ai compris la problématique devant laquelle ils se sont trouvés et peut-être ai-je adopté une part de leur univers conceptuel. Mais je ne m'identifie pas à Ben Gourion. Je pense qu'il a commis une lourde erreur historique en 1948. Alors qu'il comprenait la question démographique et la nécessité de fonder un Etat juif sans minorité arabe importante, il a eu la frousse. Au bout du compte, il a échoué.

A sa place, vous auriez expulsé tout le monde ? Tous les Arabes du pays ?

Je ne suis pas un homme d'état. Je ne me mets pas à sa place. Mais en tant qu'historien, j'établis qu'ici, une erreur a été commise. Oui, le non accomplissement du transfert était une erreur.

Pour un homme de gauche, vous me paraissez bigrement à droite.

J'essaie d'être réaliste. Je sais que cela ne sonne pas toujours politiquement correct mais je pense que, de toute façon, le politiquement correct empoisonne l'Histoire: il trouble notre capacité à voir la vérité. (...) La préservation de mon peuple est plus importante que des notions morales universelles.

Etes-vous néo-conservateur? Lisez-vous la réalité historique actuelle à travers les concepts de Huntington [le « choc des civilisations »] ?

Je pense qu'il y a ici un choc de civilisations. Je pense que l'Occident ressemble aujourd'hui à l'Empire romain des quatrième, cinquième et sixième siècles: les barbares l'attaquent et il se peut qu'ils le détruisent.

Les musulmans sont des barbares?

Je pense que ces valeurs dont j'ai parlé tout à l'heure sont des valeurs de barbares. Le rapport à la démocratie, à la liberté, à l'ouverture. Le rapport à la vie humaine. En ce sens, ce sont des barbares. Le monde arabe, tel qu'il est aujourd'hui, est barbare. »

Sélection d'Amélie [Sorbonne-Tolbiac]

L'intervention franco-américaine en Haïti Maintenir l'ordre colonial

L'histoire d'Haïti est une longue histoire chargée d'interventions coloniales française puis américaine. Malgré celles-ci, la population a toujours tenté de rétablir la démocratie. En 1791, en pleine révolution française, une révolution anticoloniale et antiesclavagiste menée par Toussaint Louverture a lieu. Napoléon va tenter ensuite de rétablir l'ordre colonial par la force de l'armée... mais les troupes françaises se font battre. En 1825, le roi Charles X a besoin de renflouer les caisses de l'état, quelle bonne idée que de demander aux Haïtiens de rembourser les pauvres colons chassés d'Haïti par l'indépendance. Il réussit à forcer le gouvernement haïtien à payer à la France une « dette de l'indépendance » de 150 millions de francs-or (4 fois le budget annuel de la France à l'époque). Toutes les richesses du pays vont être consacrées au remboursement de la dette pendant plus d'un siècle. Et pourtant la dette augmente, Haïti emprunte à des banques françaises, c'est le piège économique. En 1914, le service de la dette représente 80% des revenus du pays.

Au 20^{ème} siècle, les Etats-Unis prennent le relais. En 1915, sous prétexte de troubles internes, les Etats-Unis envahissent l'île, confisquent les réserves d'or de la Banque Centrale Haïtienne, dissolvent l'armée et la remplacent par des milices, et mettent le pays sous tutelle pour dix ans, faisant adopter par le Parlement une constitution pro-américaine. Malgré une répression féroce, les cacos (paysans haïtiens) se battent contre l'occupant. L'ordre pro-américain est rétabli en 1957 avec la dictature des Duvalier appuyé sur des milices, les « tontons macoutes ». La dette explose, multipliée par 17,5

entre 1970 et 1986. En 1986, la dictature des Duvalier est renversée par le peuple haïtien, mais le dictateur trouvera refuge... en France.

Du curé des pauvres au chien de garde des intérêts franco-américains, le fabuleux destin d'Aristide

En 1991, Bertrand Aristide, surnommé le curé des pauvres, est élu sur un programme de gauche. C'en est trop pour les Etats-Unis, un coup d'état remplace le régime démocratique par la junte militaire de Cédras. Comme les dictatures militaires ne sont pas éternelles, les Etats-Unis, en accord avec l'ONU, lancent l'opération Restore Democracy. En 1994, Aristide est ramené au pouvoir à condition qu'il respecte quelques menues conditions : appliquer les mesures néolibérales exigées par le FMI. C'est ce qu'il fera. Les ressources du pays vont servir à rembourser la dette extérieure au détriment des services sociaux. Le résultat ne se fait pas attendre : 4 Haïtiens sur 5 vivent en dessous du seuil de pauvreté ; moins d'un Haïtien sur deux a accès régulièrement à l'eau potable, un adulte sur deux est analphabète. L'agriculture est tournée vers l'exportation, Haïti ne peut plus nourrir tous ses habitants. Le pays sombre dans le chaos tandis qu'Aristide applique les recettes du FMI et règne par la terreur avec ses propres milices, les chimères. Etonnant non ?

A partir de décembre 2003, Aristide n'est plus capable de maintenir l'ordre. Tout d'un coup, il n'est plus fréquentable. George W. Bush coupe les aides économiques et pousse les institutions internationales à faire de même. Hommes de mains des narco-

trafiquants, milices paramilitaires qui ont servi du temps des Duvalier ou de Cédras, ex-chimères, les milices anti-Aristide font régner la terreur sur la population et gagnent le contrôle du pays. Quant à la si mal nommée opposition démocratique, il s'agit d'opposants à Aristide dont les mots d'ordre sont libre-échange et capitalisme, tout un programme...

Fin février, Aristide est poussé à la démission et enlevé de force vers la république Centrafricaine par la CIA tandis que nos braves soldats, main dans la main avec les soldats américains, débarquent. Le gouvernement de Gérard Latortue est mis en place, qui s'empresse de féliciter les « combattants de la liberté » (il parle bien des bandes armées) qui ont libéré Haïti d'Aristide. En attendant, la population crève dans la misère causée par le remboursement de la dette, vit sous la terreur des bandes armées et de la soldatesque franco-américaine. Les Haïtiens n'en ont pas fini avec le colonialisme.

Annulation de la dette, abandon des plans d'ajustements structurels imposés par le FMI et troupes franco-américaines hors d'Haïti !

Thomas, [Dunkerque]

Sources

- *A quand l'indépendance ?*, Damien Millet, Rouge, n°2048, 28.01.04
- *US-Haïti*, Noam Chomsky, www.zmag.org, 09.03.04
- *Une nouvelle leçon des maîtres de la démocratie : l'intervention franco-américaine en Haïti*, Alfred, <http://melanline.org>, 13.03.04

Les conséquences de la guerre impérialiste au Kosovo

Dans la nuit du 23 au 24 mars 1999, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) déclenche contre la Yougoslavie une offensive aérienne, qui va durer soixante-dix-huit jours. L'objectif de cette guerre dite « humanitaire » menée par les USA, la France, l'Angleterre... est de mettre au pas le dictateur serbe Milosevic soutenu et armé pendant des années par ces mêmes grandes puissances. Ce dictateur, autrefois « respectable » pour nos chefs d'Etat et aujourd'hui condamné pour crimes contre l'humanité, mène une offensive contre la minorité albanaise du Kosovo auquel il a supprimé l'autonomie. Aux massacres des Albanais par les troupes de Milosevic, les bombardiers de l'OTAN répondent par le massacre de civils serbes et albanais et la destruction de la Yougoslavie.

A la fin de la guerre, les destructions plongent tout le pays dans la misère, 200 000 serbes du Kosovo fuient, comme 50 000 Roms, minorité dans cette région, qui vivent à présent dans des camps dans les provinces voisines. La Yougoslavie est scindée en plusieurs pays. Le Kosovo qui n'accède ni à l'autonomie, ni à l'indépendance, occupé par 18 500 soldats de l'OTAN est mis sous

le contrôle de l'ONU et l'OTAN et divisé en 5 zones d'occupation gérées par les pays guerriers : les USA, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. La population kosovare n'a plus un mot à dire. Quant à Milosevic, il va rester au pouvoir avant d'être renversé par Kustunica qui aujourd'hui s'allie avec le parti ultra-nationaliste de l'ancien dictateur.

Cinq ans après, rien a changé. C'est ce qui peut expliquer la vague de violence qui a fait entre le 17 et le 20 mars 2004, une trentaine de morts et 600 blessés parmi la minorité serbe et les forces militaires de l'OTAN. Des centaines de maisons et de bâtiments ont été brûlés dans toute la région et 3 600 Serbes du Kosovo ont dû être déplacés. En réponse, des manifestations nationalistes anti-albanaises ont eu lieu les jours suivants en Serbie. Les haines nationalistes semées pendant des dizaines d'années par les impérialistes pour diviser et dominer la région des Balkans, continuent à dresser les peuples les uns contre les autres même si les médias, une fois les bombardements terminés, ne s'en préoccupent plus.

Face à cette flambée de violence, l'ONU n'a trouvé comme réponse que d'envoyer en renfort 2 000 soldats de plus. Les Kosovars n'ont jamais vu les aides à la reconstruction promises pour reconstruire les infrastructures détruites par les bombes françaises,

américaines et anglaises. Dans une région où la moitié de la population a moins de 25 ans, plus de 50 % des Kosovars sont au chômage. On voit bien les conséquences de la guerre impérialiste, mais beaucoup moins celles de la « guerre humanitaire », qui comme « la guerre contre le terrorisme », n'était qu'un prétexte pour faire accepter aux peuples la politique de l'impérialisme.

En effet, au cœur de l'Europe, la guerre du Kosovo a été une première étape pour les USA dans leur guerre de domination et de contrôle du monde, comme l'ont montré les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak par la suite. Il suffit de lire ce que disait un an après la guerre au Kosovo l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, Mr Robert E. Hunter : cette guerre représente « la porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux - le conflit arabo-israélien, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie. La stabilité en Europe du sud-est est essentielle pour la protection des intérêts occidentaux et la réduction des dangers venant de l'Est du fait de sa position frontière entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est et sa proximité avec les intérêts occidentaux et les conflits du monde arabe ».

Campbell, [Bordeaux]



Un camp de réfugiés palestiniens en 1970

« Mon opinion est que nous sommes en guerre, en guerre mondiale contre la terreur, et que ceux qui ne sont pas d'accord avec cela sont pour la plupart des terroristes » Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense, juillet 2003

Les attentats du 11 mars en Espagne auront une conséquence principale : le renforcement du projet de guerre sans limite contre le terrorisme. Si la défaite d'Aznar affaiblit Bush et complique l'occupation de l'Irak, la réaction des capitales occidentales a été unanime, que ce soit en France, en Angleterre, en Allemagne, en Russie, au Japon : il faut se donner les moyens de lutter contre la menace terroriste. La question n'est plus alors de savoir si Rome, Londres ou Paris vont être touchées par des attentats, mais quand cela va se produire...

La commission européenne de Bruxelles avait déjà anticipé l'utilité, en terme de politique intérieure de la « guerre contre le terrorisme » : toute tentative d'empêcher le fonctionnement d'un bâtiment public était qualifiée de « terroriste » (ce qui inclut des cheminots en grève qui bloquent des trains...).

Pour les gouvernements occidentaux, le terrorisme devient le nouvel ennemi (après la menace soviétique) qui justifie leur politique. Les terroristes ont le mérite d'être un ennemi irrationnel, invisible, qui est partout et nulle part à la fois. En fin de compte, la seule chose qu'on retient des terroristes, c'est qu'ils sont fous et... musulmans.

L'histoire se résumerait maintenant à un

« choc des civilisations » entre deux camps, les « civilisés » et les « barbares ». Cette vision simpliste reprend les raisonnements racistes traditionnels, selon lesquels les différentes communautés humaines ne seraient pas assimilables. A partir de là, il y en a qui sont un peu moins humain que d'autres... La version soft en France du « choc des civilisations », c'est la menace du « repli communautaire » (surtout musulman évidemment) qui menace « notre démocratie » si moderne. Ce discours s'inscrit pleinement dans la logique du choc des civilisations car il vise essentiellement les travailleurs musulmans, ce qui légitime en plus l'islamophobie qui s'impose de plus en plus comme un racisme acceptable, un racisme de « démocrate » donc « progressiste »...

Mais il n'y a pas de fatalité à ce que cette vision s'impose et domine notre avenir dans les années qui viennent. La défaite d'Aznar montre qu'il est possible d'affaiblir le projet des gouvernements occidentaux. La « guerre sans limite » ne vise au final qu'à légitimer la domination mondialisée du capitalisme. Y résister, c'est l'occasion pour les peuples du monde entier, sur tous les continents de défendre leurs intérêts communs. Le mouvement contre la guerre en Irak de 2003 en a été une première démonstration. Il faut préparer les prochaines confrontations.

Espagne : comment le mouvement antiguerre a fait tomber Aznar

Les manifestations dans tout l'état espagnol un jour après les attentats ont été massives. Mais l'ambiance dans la plupart d'entre elles n'était certainement pas l'ambiance de soumission que le Parti Populaire (PP) aurait désiré.

Tentatives de manipulations

Les contradictions par rapport aux auteurs des attentats étaient en train de provoquer des réactions de tout style. Le soir même l'ETA nia son implication dans les attentats de Madrid par l'entremise d'Euskaltelevista et du journal GARA. Et même si le PP voulait cacher ces évidences, et que c'était fait avec l'intention de provoquer de la confusion jusqu'aux élections, l'hypothèse selon laquelle c'était une action réalisée par Al-Quaida ou quelque autre groupe islamiste proche de ce réseau semblait se confirmer.

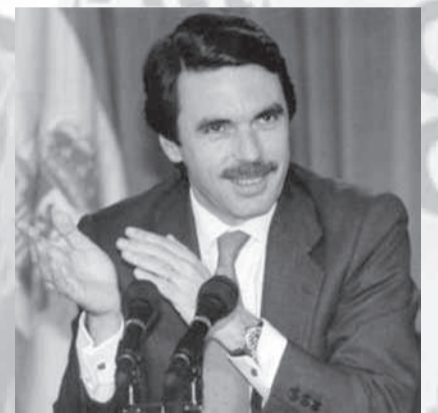
Les médias officiels allaient ensemble avec

le gouvernement et leur utilisation des victimes, mais la réaction de plein monde commençait à surpasser l'ambiance de panique et désespoir des premiers moments. Dans plusieurs manif le vendredi les slogans « non à la guerre » et des affiches faisant allusion à la politique suiviste d'Aznar vis-à-vis de l'imperialisme de Bush étaient évidentes. Le PP ne pouvait pas se cacher derrière ses mensonges plus longtemps.

Prendre l'initiative

Le mouvement antiguerre et la gauche allaient alors prendre l'initiative, canaliser toute la rage et l'indignation. La démission du gouvernement de la guerre allait être la consigne qui allait prendre le plus de force. Il était nécessaire de canaliser la rage de toutes les personnes qui en avaient marre des mensonges et qui étaient prêtes à sortir dans la rue. L'ambiance qu'on avait vécu pendant les manifestations contre la guerre allait bientôt réapparaître plus fortement.

Dès vendredi dans la manif à Barcelone, des dirigeants du PP, Rodrigo Rato, Josep Pique, Dolors Nadal et d'autres députés qui se trouvaient dans le cortège avaient dû sortir escortés par la police sous les interpellations des gens qui se trouvaient rassemblés. Ce même nuit plus de 30 collectifs préparaient des actions pour lendemain.



Le samedi 13 le coup d'état médiatique était démasqué. Les slogans principaux étaient : « votre guerre, nos morts », « Aznar, connard, mets-toi dans le train », « Dans la réflexion, on réagit », « nous sommes nos propres chefs, vous pouvez vous casser! »... Les manif ont duré jusqu'à 4 ou 5 heures du matin. Le lendemain on a vu le résultat dans les élections : le PP, qui avait la majorité absolue, perdait les élections. C'était un phénomène nouveau dans l'histoire de la courte démocratie espagnole. Tous ces gens sortis l'an dernier contre la guerre avaient ressurgi une fois encore, et on avait jeté le PP du gouvernement.

Maintenir la pression de la rue

Le 20 mars, les manif contre l'occupation en Irak ont servi pour fêter l'échec du PP. On a remarqué la démobilisation des militants de base du Parti Socialiste (PSOE) et son entourage, et également des syndicats. Cette démobilisation est la conséquence du malaise que provoque chez les militants du PSOE l'exigence immédiate du retrait des troupes d'Irak, indépendamment de ce que dira l'ONU. Ça veut dire qu'il y a un débat profond, non résolu sur le rôle de l'ONU. Pour certains activistes antiguerre convaincu sur l'intervention de l'ONU la victoire du Parti Socialiste est une excuse pour se détendre. Mais on en est sûr : le PSOE ne fera pas partir les troupes sans des nouvelles mobilisations dans la rue.

Maria, de retour d'Espagne, [Paris]

(1) En espagnol, les deux derniers mots d'ordre ça donne ça : « reflexionando, estamos reflexionando » et « somos nuestros jefes, estais despedidos ». Pour les hispanophones, ça a carrément plus de gueule. NDLR.

Bush, Blair, Aznar : ce sont eux les terroristes

« **M**adrid, Bagdad, victimes de la même guerre », voilà ce que scandaient quelques-uns des manifestants à Barcelone, 24 heures après les attentats du 11 mars à Madrid. En Andalousie, les travailleurs des chantiers navals d'Iznar avaient déployé une banderole : « Aznar, voilà ce que tu as obtenu avec la guerre en Irak : 1442 blessés et 200 morts ». Les Espagnols, qui s'étaient massivement mobilisés contre la participation de leur pays à l'invasion de l'Irak, ont sanctionné Aznar et le parti populaire en votant pour la principale formation d'opposition, le parti socialiste ouvrier espagnol, lors des élections du 14 mars. Le peuple espagnol a dit non au terrorisme d'état pratiqué par Aznar et ses alliés, Bush et Blair.

Les jeunes et les travailleurs madrilènes victimes du terrible attentat du 11 mars,

parmi lesquels se trouvaient de nombreux immigrés sans-papiers, n'étaient pas responsables de la « guerre sans limite » déclarée au peuple du monde entier par Bush, Aznar et Blair. Mais au même titre que des milliers d'Irakiens, d'Afghans, de Palestiniens, ils sont victimes des impérialismes américain, anglais, et espagnol.

Sous prétexte de « lutter contre le terrorisme », le gouvernement des Etats-Unis s'est engagé dans un processus de guerre permanente, disposant pour cela d'un énorme arsenal d'armes de destructions massives. Évidemment, ni l'invasion de l'Afghanistan ni l'occupation de l'Irak par Bush et ses alliés ne sont susceptibles de mettre un terme aux attentats qui frappent les intérêts impérialistes et les populations occidentales. Au contraire : le terrorisme d'état, de loin le plus violent et le plus massif, ne pourra qu'attiser cette forme de violence.

Mais Bush, Blair et Aznar n'ont que faire

des « dommages collatéraux » de leur guerre, même lorsqu'ils touchent ceux qui les ont élus. Leur objectif, c'est de défendre les intérêts des classes dirigeantes qu'ils représentent, comme le montrent les liens évidents entre les grands groupes financiers et industriels américains et les membres de l'administration Bush. La meilleure façon de mettre un terme au terrorisme, d'où qu'il vienne, c'est de lutter contre ceux qui répandent la guerre et la misère à travers le monde.

Sylvain, [Lannion]



11 mars limite se renforce résistance globale



5/06 Paris Bush, Chirac

**Votre monde
on n'en
veut pas !**

Chirac jamming with George Bush

Bush vient à Paris le 5 juin et à Caen le 6 juin pour fêter la « Libération » de l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale. Bush et Chirac veulent se présenter comme les libérateurs du monde. Mais ce sont bien les Etats-Unis et la France qui saignent les peuples opprimés du monde. Le 5 juin, les deux dirigeants vont se serrer la main, signe probable d'accords passés à propos de l'Irak, de la Côte-d'Ivoire et d'Haïti.

Ce sont deux chefs de bandes terroristes internationales qui vont se rencontrer. Avec Bush, ce sont les Afghans, les Irakiens qu'on entend souffrir. Avec Chirac, c'est un million de Rwandais, des Ivoiriens...

Ne les laissons pas parader ! Tous dans la rue à Paris le 5 juin.

Le fascisme rampant...

11 septembre 2001 : partout dans le monde c'est la stupeur. La première puissance mondiale se fait attaquer sur son territoire.

Ces attentats prétexteront un peu partout en Occident des mesures sécuritaires sensées « rassurer des populations effrayées ».

11 mars 2004 : à son tour, l'Espagne est touchée. Un nouveau pas va être franchi dans le sécuritarisme.

Lors du dernier sommet européen le 25 mars, l'Union Européenne se dote pour faire face à la menace terroriste : mise en commun des informations des services de renseignements, futurs passeports à données biométriques, renforcement des dispositifs policiers... Il semblerait que les Etats bourgeois européens soient d'accord sur l'économie, l'armée et les mesures sécuritaires. Pour ce qui est du social, il faudra aller voir ailleurs.

En France, le gouvernement utilise la peur du terrorisme propagée par les médias pour justifier l'ensemble des mesures sécuritaires du couple de choc Sarkozy-Perben. Les lieux publics sont sous haute surveillance (vigipirate), les pouvoirs policiers sont renforcés, les mesures répressives sont plus dures et le système juridique est simplifié (loi Perben). Et peu importe si les libertés individuelles sont restreintes, si le racisme, la discrimination et l'injustice règnent partout.

Mais ces mesures sont-elles faites pour



lutter contre le terrorisme ou sont-elles là pour parer la faiblesse politique de l'Etat ? En effet, malmené de tout bord sur sa politique sociale, le gouvernement se sert des événements internationaux pour fliquer et réprimer la population. Il compense sa faiblesse politique par une présence policière afin d'éviter les risques de débordements ou d'émeutes. Nous sommes bel et bien devant un gouvernement qui manipule la peur des gens à des fins électorales et politiques, qui utilise les médias pour sa propagande, qui ne dialogue pas mais fait cavalier seul, qui n'éduque pas mais réprime...

Et si Sarkozy&Co ont décidé de colorer les villes d'un bleu uniforme très saillant, ils devront s'attendre à voir de plus en plus nombreux des drapeaux rouges s'agitant à tout vent !

Jean-Philippe, [Brest]

Terrorisme et lutte de classes

Depuis les attentats du 11 Septembre 2001, les gouvernements bourgeois du monde entier ont décrété que l'on entrerait en « guerre contre le terrorisme », le pire ennemi de la « civilisation ». A grands coups d'images ensanglantées de corps mutilés et de condoléances de moins en moins crédibles, nos gouvernements s'empressent de nous dire combien ce terrorisme est dangereux, cruel et injuste et combien il faut s'en prémunir en augmentant la sécurité afin de nous balancer sans arrêt leur morale à la tronche ? Au nom de quoi les Bush, Sharon, Blair, Poutine et Chirac, eux-mêmes qui participent aux massacres de dizaines de peuples à travers le monde, peuvent-ils se sentir bien lorsqu'ils condamnent des attentats ?

Leur morale ne sera jamais la nôtre

Selon la classe dominante, l'être humain serait doté d'une morale inscrite dans ses gènes depuis des millénaires. Une notion que nous aurions en nous comme être galant pour les hommes, ou avoir l'instinct maternel pour les femmes, les jeunes devraient se plier devant l'autorité parentale, et donc obéir sans discuter à tout ce que nous disent les adultes. Le fait de dire que ce « bon sens » est inné chez l'être humain, serait ce qui nous différencie de l'animal. L'être humain serait alors un animal « doté d'intelligence et de morale ». Ce point de vue est celui que diffuse la religion, et dont la bourgeoisie se sert pour rester la classe dominante depuis des siècles. Mais la morale a avant toutes choses un caractère de classe. Elle ne fait que servir les intérêts de la société et de la classe dominante, et varie en fonction des situations historiques. Des états comme la France « pays des droits de

l'homme », déclarant pleinement le principe « tu ne tueras point », n'hésitent pas à massacrer des peuples pour servir les intérêts de leurs propres bourgeoisies. Cette même idée du bon sens chrétien est utilisée pour freiner le développement des luttes sociales, et pour faire taire la « fougue » de la jeunesse devant la « sagesse » des anciens.

En tant que marxistes, nous ne pouvons que combattre cette morale, qui ne sert qu'à nous écraser depuis notre naissance. Nous ne jugeons jamais les actes terroristes sur le terrain de la morale, mais sur le terrain de la politique.

Causes et effets du terrorisme

Le terrorisme se place souvent en vengeur des peuples opprimés, et se développe par l'absence d'un mouvement de masse révolutionnaire, qui, par son organisation, pourrait être assez fort pour conquérir le pouvoir d'état, et ainsi se libérer de ses chaînes. Ce terrorisme se maintient en exploitant la faiblesse de ce mouvement de masse, en minimisant ses victoires, et en exagérant ses défaites. Aussi éclatant que puissent être des actes terroristes, ils n'ont souvent comme effet que de désorganiser les travailleu-r-ses, en leurs faisant perdre le goût à l'auto organisation. De plus, quand les effets de surprise et de peur qui suivent ces attentats se sont dissipés, c'est la répression policière qui repart de plus belle, et la criminalisation des mouvements sociaux et des mouvements de résistance comme en Palestine ou en Irak ne fait que s'accroître.

Terrorisme et mouvement de masse

Comme nous l'avons dit, les actes terroristes ont comme effet de désorganiser les travailleu-r-ses, or seul un mouvement de masse conduit par ceux-là et par celles-ci sera capable de

prendre le pouvoir, et ainsi de résister aux différentes attaques qu'ils et elles doivent subir. Tout les droits que la classe ouvrière a pu conquérir, elle l'a fait grâce à son organisation en utilisant comme armes les grèves victorieuses, et ne renversera la classe dominante que par ces armes. Si le but à atteindre est de stopper cette guerre impérialiste, les seuls moyens d'y arriver sont que tout-e-s les étudiant-e-s, les travailleu-r-ses et les lycéen-nes se mettent en grève pour imposer que la guerre du pétrole prennent fin, et que le peuple Irakien soit le seul à décider de son avenir.

Si nous ne cautionnons pas les actes terroristes, c'est parce que nous n'utiliserons pas des méthodes qui ont pour but de se substituer à l'organisation des opprimé-e-s du monde entier. Mais nous n'accepterons jamais non plus de nous allier avec nos gouvernements bourgeois, qui pour lutter contre le terrorisme, ne font qu'accroître la répression et les discriminations comme notamment en France, par l'élévation du degré de « vigilance » du plan vigipirate. Alors que quand des Palestiniens, des Irakiens ou encore des Rwandais et des Ivoiriens ne font massacrer on ne dit rien, il faudrait faire trois minutes de silence quand ce sont des Américains ou des Espagnols qui sont tués ? Encore une preuve du racisme de nos gouvernements, qui sont de très loin en tête au classement mondial des plus grands terroristes.

Le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme est de lutter contre la guerre en nous organisant et en fondant ou en rejoignant des collectifs anti-guerre sur nos facs, nos lycéens, ou nos lieux de travail

Laorañs, [Nanterre]

Le gouvernement sanctionné, les luttes à construire !



Les élections régionales ont clairement été une claque pour le gouvernement. Elles ont révélé le ras-le-bol qui existe dans le pays face à la situation dans laquelle vit la plupart des habitants. La sanction s'est exprimée de plusieurs manières contre le gouvernement. Il y a tout d'abord le vote pour le Front national qui, au premier tour, avec 16,5 % (7% chez les moins de 24 ans, 30 % chez les ouvriers), se maintient à son score du premier tour de l'élection présidentielle. Cela prouve d'une part qu'il est toujours nécessaire de se mobiliser contre le Front national et les idées racistes, et d'autre part que beaucoup d'électeurs ne voient pas de solution collective aux problèmes de la société. D'une certaine façon, l'UDF bénéficie aussi d'un vote sanction contre le gouvernement, puisqu'elle a fait toute sa campagne en le critiquant.

C'est aussi bien sûr sur la gauche que se porte la majorité des voix rejetant la situation sociale actuelle. Il y a au premier plan le Parti socialiste et, au deuxième, les listes séparées du Parti communiste et des Verts et, par ailleurs, les listes LO-LCR. Le vote pour les listes du PC et des Verts a aussi exprimé la méfiance par rapport au bilan du gouvernement Jospin et au discours du PS.

Comment analyser le score du Parti socialiste ?

Quand on regarde concrètement le programme du Parti socialiste, dans ses tracts, brochures, on ne peut pas voir de différence fondamentale avec ce que peut avancer un parti comme l'UMP : pour résoudre le problème du chômage, il propose d'augmenter les subventions aux entreprises ; il propose de développer les études en alternance ; de développer la police... C'est un discours qui conduit clairement à défendre les intérêts du patronat. Le vote pour le PS ne peut donc pas avoir le sens d'un soutien à un parti qui défendrait ne serait-ce qu'un peu les intérêts des classes populaires. C'était donc probablement un vote pour sanctionner le gouvernement, sans être une adhésion, un soutien au programme du PS. C'est essentiellement la logique de l'alternance que nous subissons depuis des années, qui consiste à sanctionner un gouvernement, puis l'autre, un coup la gauche, un coup la droite, parce qu'on ne voit pas de solution alternative. Cette logique qui mène, petit à petit, à une montée de l'extrême droite.

Le score de l'extrême gauche.

Bien sûr, après les sondages extrêmement optimistes, le score de l'extrême gauche est décevant, même s'il est en augmentation par rapport aux élections législatives de 2002 (où LO et la LCR totalisaient à peine 3 % des suffrages). Mais nous ne pouvons que faire le constat de ce faible score et essayer d'en tirer des conclusions. Contrairement à

ce que disent certains dirigeants du Parti socialiste, ce n'est pas parce que les listes LO-LCR n'ont pas appelé à voter pour la gauche au second tour qu'elles ont obtenu un score relativement faible. Sinon, comment expliquer le score d'Olivier Besancenot et Arlette Laguiller à la présidentielle (10 % au total), où la LCR et LO avaient cette même position ?

Le score de l'extrême gauche exprime qu'une part significative de la population (en particulier chez les jeunes et chez les ouvriers, où nous faisons respectivement 9 % et 11 %) se reconnaît dans nos mots d'ordre. Mais cela veut aussi dire que beaucoup de jeunes et de travailleurs ne sont pas convaincus que ce n'est pas par les élections qu'on change les choses, mais par la lutte pour défendre ses intérêts de classe. Cela est finalement assez logique, après les défaites des mouvements de mai-juin et du mouvement étudiant, que beaucoup espèrent limiter les attaques du gouvernement en votant « utile » pour la gauche plurielle.

C'est en même temps un encouragement de voir qu'un million de personnes se sont plus ou moins reconnues dans un programme qui propose de s'attaquer aux profits, et de rassembler nos forces contre le gouvernement et le patronat.

Le gouvernement déstabilisé.

Par ce scrutin, le gouvernement paie la situation qui est faite à toutes les catégories

de la population. On y voit son affaiblissement, sa perte de légitimité, après le mouvement de mai-juin, les morts de la canicule, les mouvements des intermittents et des étudiants. Mais cela ne suffit pas : quand ce gouvernement a été mis en place, nous l'avons qualifié de gouvernement de combat contre les jeunes et les salariés. Cela se confirme, puisque, après la claque des régionales, il se maintient : même si le gouvernement est remanié, Raffarin est maintenu dans ses fonctions et a annoncé qu'il ne changerait pas de politique. La classe dominante veut à tout prix ses réformes de casse de nos derniers droits, comme l'assurance maladie par exemple.

Ne nous faisons pas d'illusions, ce ne sont pas les élections qui changent les politiques de nos gouvernants. Raffarin disait il y a quelques mois « ce n'est pas la rue qui gouverne », il faut lui montrer qu'elle le peut ! Ce ne sera pas facile, le gouvernement n'a pas encore perdu de bataille, mais les coups que nous lui portons commencent à l'affaiblir. L'heure est à la mobilisation, dans l'unité, avec les étudiants en Staps, ceux contre le LMD, les lycéens contre la pénurie, les profs contre les suppressions de postes, et l'ensemble des salariés pour sauver la Sécurité sociale. La lutte continue !

Privas, [Jussieu]

en bref

Liste Vauzelle-Sharon

Sur la liste du Socialiste Michel Vauzelle, en PACA, figurait en bonne place un certain Jocelyn Zeitoun. Sa présence devait sans doute traduire « l'ouverture au mouvement associatif ». Ce brave homme est en effet le responsable local de l'Association pour le Bien-Etre du Soldat Israélien (ABSI), une association pro-Sharon qui organise en France des galas de soutien à l'armée israélienne. Bravo !

Chronopost fait le tri dans ses salariés...

La société de transport Chronopost est accusée par le syndicat CGT d'avoir fait signer des attestations aux entreprises sous-traitantes qu'elle emploie, qui impliquent de « ne pas avoir l'intention de faire appel à des salariés de nationalité étrangère pour l'exécution du contrat ». ... Petit exemple du racisme patronal...

Ferry et les profs

Luc Ferry dans le texte « Aujourd'hui, il y a pratiquement 3 000 professeurs qui restent chez eux à ne rien faire et, dans certaines disciplines, il faudrait supprimer le Capes et l'agrégation pendant trois ans. On ne le fera pas parce que cela désespérera les étudiants. » Demain Luc Ferry propose de supprimer l'éducation nationale ?

Extrême-gauche : un million de voix !

A tous ceux qui pronostiquent la fin de l'extrême-gauche...

Après le premier tour des régionales, tous les grands médias se sont relayés pour parler de l'« échec » des listes LO-LCR, de « l'erreur stratégique » de l'extrême-gauche, voire même de son « essoufflement ». Palme de l'analyse la plus fine, France-soir du 22 mars dans lequel on peut lire qu'« une chose est de protester, une autre est d'obtenir les suffrages quand on n'a rien à proposer ». Waouh !

Un électorat d'extrême-gauche

Ne nous mentons pas. Nombreux sont les militants ou sympathisants qui espéraient des scores supérieurs à ceux que nous avons obtenus. Les résultats de la présidentielle (10% pour l'extrême-gauche !) planaient dans toutes les têtes, notamment dans celles de l'ex-gauche plurielle qui a passé une bonne partie de sa campagne à nous taper dessus plus que sur le gouvernement Raffarin, appelant à « voter utile » dès le premier tour. Au final, les scores de l'extrême-gauche sont inférieurs de moitié à ceux des présidentielles.

Avec plus de voix qu'en 1998, LO et la LCR perdent tous leurs élus dans les Conseils régionaux. La réforme du mode de scrutin a considérablement affaibli nos listes, privant plus d'un million d'électeurs de toute représentation. Car n'oublions pas, avant de parler d'« échec », que ce sont plus d'un million

d'électeurs qui ont voté pour nos listes. Il y a 6 ans, avec moins de voix on parlait d'une « étonnante percée ». Ce que les élections de cette année révèlent, c'est qu'il existe un véritable électorat d'extrême-gauche et que le vote pour nos listes n'est pas un vote de « protestation ».

L'écho de la campagne

Et ce que tous ces braves gens oublient, c'est que contrairement aux autres organisations nous ne faisons pas des campagnes électorales juste pour avoir des élus. Même si la présence d'élus révolutionnaires dans les conseils régionaux aurait pu permettre d'y faire entendre la voix des luttes et de savoir plus précisément où partait l'argent public, nous ne nous sommes jamais fait d'illusion sur les possibilités de réellement changer les conditions de vies des jeunes et des salariés au moyen de ces conseils. Comme nous l'avons répété durant toutes la campagne, seules des mobilisations d'ampleur pourront freiner l'offensive du patronat.

Et de ce point de vue, il est évident que pour nous la campagne électorale a été une expérience positive : l'écho rencontré par les meetings LO-LCR a été énorme (dans de nombreuses villes, plus de 1000 personnes, à la Fac de Nanterre, plus de 700 personnes), ils ont été l'occasion de relayer les luttes en cours (avec par exemple, à Rennes, l'intervention au meeting d'un salarié licencié de ST-Microelectronics) et de populariser, à une

large échelle, des revendications comme l'interdiction des licenciements, la gratuité des transports publics ou l'allocation d'autonomie pour les jeunes, revendications portées par les luttes ou le mouvement social.

La suite dans la rue !

Aussi, à tous ceux qui affirment que les listes LO-LCR se sont plantées, nous répondons que lorsque plus d'un million de personnes votent pour des propositions aussi radicales, lorsque des milliers de gens viennent entendre nos propositions lors de

meetings, lorsque l'on reçoit des soutiens et des encouragements à chaque collage d'affiche ou diffusion de tracts, ce sont des signes qui ne trompent pas. Nous sommes là, bien là, et nous le démontrerons plus que jamais dans les mois qui viennent en construisant les mobilisations qui seules pourront faire échec aux projets de la droite, de l'extrême-droite et du patronat.

Amélie [Sorbonne-Tolbiac]

Il est interdit de voter avec un voile

Ce matin vers 10 h 30, je suis allé avec mon épouse pour accomplir notre devoir civique comme tous les citoyens français, à Argenteuil bureau de vote n°019. J'ai voté en premier, puis lorsque ma femme s'apprêtait à faire de même, à sa grande surprise, la personne chargée de l'urne l'en empêcha. Elle lui a dit clairement qu'il est interdit à une femme voilée de voter sans enlever le voile. Ma femme protesta contre cet acte injustifié mais les assesseurs présents au bureau se sont joints à leur collègue pour l'empêcher eux aussi de voter !!! Je suis intervenu et j'ai affirmé aux assesseurs qu'aucune circulaire préfectorale n'interdit le vote des femmes voilées. Un climat de tension s'est installé dans le bureau

de vote ce qui fit intervenir un responsable du bureau. Je lui ai expliqué ce qui venait de se passer. Il a immédiatement contacté Monsieur Sellier, Adjoint au Maire d'Argenteuil. Il a également consulté durant plusieurs minutes le règlement relatif aux conditions de vote, se renseigne par téléphone puis revint. Il a signifié aux assesseurs que Madame Toufiq a bien le droit de voter en présentant sa carte d'identité et sans aucune autre condition. Mon épouse a enfin pu accomplir son devoir civique.

M. Toufiq



Homos/hétéros, égalité des droits

L'homophobie est ultra-présente en France : dans les insultes que nous devons subir, dans les coups que nous nous prenons à cause de notre sexualité, dans toutes les discriminations faites à notre égard... La dernière illustration en date fut l'agression de Sébastien Nouchet, qui s'est fait brûler vif le 16 janvier dernier pour le simple fait qu'il était homosexuel.

Cette situation est inacceptable et nous devons lutter contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie sous toutes ses formes. Pour cela, nous devons réclamer l'égalité en droit et en fait ; sachant que l'égalité en droit est le pré-requis à la lutte contre les discriminations dans la loi, dans les faits et dans les têtes.

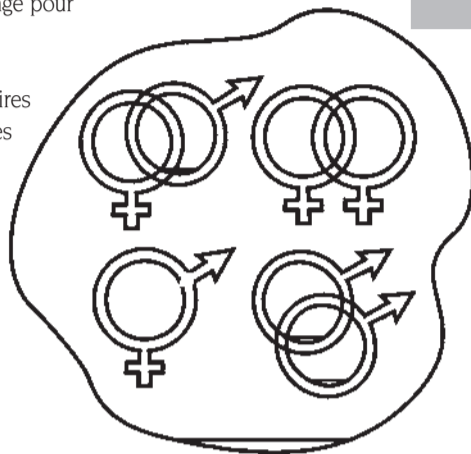
Suite à l'agression homophobe de Sébastien Nouchet, un collectif et une plateforme pour l'égalité des droits homos/hétéros se sont mis en place. Ils réclament

entre autres : la pénalisation des propos discriminatoires (injures, diffamation, incitation à la haine) homophobes, lesbophobes et transphobes au même titre que le sont les propos racistes ou antisémites ; la mise en place d'une politique efficace de prévention de ces trois discriminations, notamment en milieu scolaire et dans les organismes accueillant du public (institutions pénitentiaires, CNAM,...) ; le droit au mariage pour les couples de même sexe.

Les JCR sont évidemment signataires de cette plateforme et sont membres du collectif.

Il est vraiment temps qu'on révolutionne les normes.

Mickael, [Cergy]



Après le 8 mars : construire le mouvement féministe !

Le 6 mars, des milliers de personnes ont manifesté dans toute la France à l'occasion de la journée internationale de défense des droits des femmes. Trois appels différents, voire opposés ont appelé à cette échéance : celui du CNDF (Collectif National des Défense des Droits des Femmes), celui de Ni putes ni soumises et celui du Collectif Une Ecole Pour Tou-e-s.

Ces trois appels symbolisent les désaccords et les divisions du mouvement féministe en France.

Le mouvement Ni putes Ni soumises, se faisant porte parole des jeunes filles des quartiers populaires, avait pour mot d'ordre la défense de la république et de la laïcité, contre le voile. Les femmes seraient victimes avant tout de « l'intégrisme religieux », du voile, que seule la « République Française » peut vaincre. Défilant aux côtés de Guedje (membre du gouvernement Raffarin), NPNS n'a obtenu du gouvernement qu'un meilleur accueil dans les commissariats pour les femmes victimes de violences (grande victoire !). Elles organisent dans le même temps un concours de « mode féminine » avec le magazine Elle, comme si la « mode », à travers l'image du corps des femmes qu'elle impose, ne reliait pas l'oppression des femmes. Ce mouvement, qui n'organise pas, contrairement à ce qui est raconté, les femmes des quartiers, se veut le renouveau du féminisme, alors qu'il refuse de se battre contre l'exclusion de jeunes filles des lycées et collèges, travaille main dans la main avec le gouvernement qui multiplie les attaques réactionnaires contre les femmes et les travailleurs.

Le CNDF, divisé sur la question de la loi Chirac/Ferry, a fait de son combat principal la lutte contre le gouvernement, ce qui est évidemment positif. Mais combattre le gouvernement passe aussi par combattre ses lois islamophobes qui divisent les femmes et les féministes. La loi contre les signes religieux va laisser sur le carreau des jeunes

filles qui n'auront que la possibilité d'étudier par le CNED ou rester chez elles. Car ce sont évidemment des femmes qui seront les premières victimes de cette loi. Seul le Collectif Une Ecole Pour Tou-te-s s'est fait le représentant de toutes les femmes, contre toute contrainte, qu'elle soit de mettre un voile ou de l'enlever.

La question du voile a divisé le mouvement féministe. Mais le CNDF et le collectif Une Ecole Pour Tou-te-s, contrairement à NPNS, veulent construire la riposte contre les attaques du gouvernement.

Même si l'amendement Garaud introduisant un délit d'interruption involontaire de grossesse n'est pas passé, la remise en cause de l'avortement est toujours d'actualité. Mattéi, ex-ministre de la santé, a récemment préfacé un livre anti-IVG faisant l'apologie d'une femme menant sa grossesse à terme alors que l'enfant est condamné à la naissance.

La casse de tous les acquis des travailleurs touche en priorité les femmes. La réforme des retraites, cassant le système de répartition et augmentant la durée de cotisation ne prend pas en compte les arrêts de travail des femmes. La précarité, le temps partiel imposé et le chômage touchent en premier lieu les femmes. Nous gagnons toujours 12% de moins à travail égal et qualifications égales et notre salaire est en moyenne inférieur de 27% à celui des hommes. Les services publics ont désertés certains quartiers, tout comme les plannings familiaux. Les crèches n'ont plus assez de places pour accueillir les enfants. La misère et la pauvreté augmentent. C'est tout cela qui fait avancer les idées du FN, l'intégrisme religieux, les préjugés racistes, sexistes. Nous devons combattre la politique du gouvernement.

Partout sur nos lieux de travail et d'étude nous devons avancer des revendications spécifiques : crèches dans les facs, avorte-

ment contraception libres gratuits et accessibles, à travail égal salaire égal... en lien avec les mobilisations qui se construisent, notamment dans l'éducation nationale.

Notre ennemi principal en tant que jeune, travailleur(se), femme, c'est le gouvernement et la politique qu'il mène en faveur des patrons. Nous ne devons pas nous laisser diviser !

Voilée/non voilée, français(e)/étranger(e), homme/femme, Unissons nous pour construire la grève générale !!

Francine, [Nanterre]

Des bâtons dans les roues

Depuis plusieurs semaines, l'Association des Etudiants Musulmans d'Aix-en-Provence (AEMA) voit ses activités systématiquement confrontées à des interdictions. Le climat d'islamophobie général de ces derniers mois y est sans doute pour beaucoup. Ainsi, l'AEMA s'est vu refuser, à deux reprises, la tenue d'une conférence sur la laïcité à l'université sans que la direction de la faculté de lettres d'Aix-en-Provence n'avance un quelconque motif... Ces censures font suite à d'autres interdictions notamment l'annulation de cours sur l'histoire de la civilisation arabo-musulmane que l'AEMA organisait dans une cité universitaire. Décidément il ne fait pas bon d'être un étudiant musulman engagé à Aix-en-Provence...

Ennasri Nabil, [Association des Etudiants Musulmans d'Aix-en-Provence]

La « république » contre le racisme ?

L'année prochaine, la loi d'exclusion des jeunes filles voilées est appliquée dans nos lycées. Pour que ces intégristes comprennent bien pourquoi elles vont se marier ou se faire exploiter au lieu d'étudier, Ferry nous concocte un petit bourrage de crâne laïque et républicain « à la française », sous la forme du « guide de l'idée républicaine ».

Il le justifie par l'augmentation du nombre d'agressions xénophobes, surtout antisémites. Son langage politiquement correct dissimule mal le racisme qui inspire ce « guide républicain » : tout comme la loi (en plus de ne s'appliquer qu'aux filles) ne touche, en fait, que les musulmanes, le guide ne combat que l'antisémitisme. Il ne s'agit pas de dire ici que l'antisémitisme n'est pas un fléau mais de constater que certains pensent que le racisme se résume à l'antisémitisme. Les œuvres à étudier traitent du génocide nazi (dont la France se disculpe, cachée derrière l'horrible Hitler), mais pas de la guerre d'Algérie (où la France ne peut pas nier ses crimes). Et à regret seulement, il est admis que « force est de reconnaître que la violence raciste non antisémite a connu

aussi une augmentation dramatique ». C'est inconcevable, mais les juifs ne sont pas les seules victimes, d'autres aussi ont besoin de protection...

Or, Ferry prétend que la laïcité est LA solution contre la xénophobie. Pour nous en convaincre, il se fend d'un couplet sur les origines du principe de laïcité, fondateur de la Nation française, pays des Droits de l'Homme. C'est par une loi qui renforce l'exclusion des musulmans que le gouvernement prétend combattre le racisme, au lieu de prendre en compte les causes sociales et économiques – l'exclusion, le chômage, la misère – de ce phénomène.

En effet, le racisme ou l'antisémitisme sont la conséquence du profond ressentiment de classes populaires et marginales plus que jamais opprimées et exploitées avec une droite de combat au pouvoir, et qui cherchent des responsables. L'extrême droite leur présente cette voie, et c'est à nous, extrême gauche révolutionnaire, de défendre que seule est juste et efficace, socialement et politiquement, la lutte contre la droite et le patronat.

Suzanne, [94]

Acharnement judiciaire

En 1998, Albert Lévy était substitut à Toulon, ville dirigée par le FN. Lors d'une enquête sur le versement de pots-de-vin à certains élus frontistes, un procès-verbal d'audition atterrissait dans les colonnes de la presse. Dès lors, l'acharnement judiciaire dont sait faire preuve le FN s'enclenche avec le soutien de la mairie de Toulon (Jean Marie Le Chevallier), celui du préfet du Var (J.C Marchiani, proche de Pasqua) ainsi que de la constitution en partie civile de JM Le Pen. En 1999, la plus grande partie du dossier d'accusation était annulée. Mais Albert Lévy a été de nouveau mis en examen pour violation du secret professionnel par M.P Moracchini (la juge qui a perdu les dossiers de la Scientologie), malgré un dossier vide de toute substance. Comme l'écrit le Syndicat de la Magistrature, il s'agit de mettre hors d'état de nuire un magistrat auquel on reproche les convictions dont il a fait preuve lors de son passage au tribunal de Toulon. Dans le cadre de cette affaire, Albert Lévy avait fait

l'objet d'injures antisémites (« Tant va Lévy au four qu'à la fin il se brûle »), proférées par Alain Terrail, membre de l'Association professionnelle des magistrats, syndicat très marqué à droite. Condamné pour « complicité d'injures raciales », M. Terrail avait été mis à la retraite d'office.]

Les 18 et 19 mars 2004, Albert Lévy était renvoyé devant la 17ème Chambre de Paris pour des faits dont il n'avait pas connaissance et pour lesquels il n'avait jamais été entendu. A la suite des plaidoiries de ses avocats et devant le vide du dossier de l'accusation, le Tribunal se laisse jusqu'au 4 mai pour décider de l'annulation du procès ou alors de ressaisir un juge d'instruction. Autour de ce procès, une mobilisation de soutien s'est organisée, notamment à Lyon, ville où Albert Lévy est désormais substitut. Le 17 mars, un rassemblement a regroupé près de 150 personnes devant le palais de justice à l'appel de la Coordination de

Vigilance face à l'Extrême Droite ainsi que du CIRDEL, collectifs dont la LCR est membre. Le 17 mars également se tenait un meeting de soutien à Paris avec les principaux dirigeants des organisations syndicales, politiques et associatives. Lors de ce meeting, Miguel Benasayag avait pris la parole. Le lendemain, dans sa chronique de 8h30 sur France Culture, il avait comparé le programme sécuritaire du Front National et les réalisations de Nicolas Sarkozy. Il terminait cette chronique par un soutien à Albert Lévy. Dans la même journée, Miguel Benasayag devait apprendre son licenciement par Laure Adler, directrice des programmes de France culture. Coïncidence ???

Julien, [Lyon]



Fadela Amara De la révolte à la République

Dans son livre paru à la mi-2003, Fadela Amara se raconte presque outrageusement... La logique est simple : c'est son histoire de fille d'immigrés, ayant grandi dans une cité de Clermont dans les années 70 qui justifie son statut de porte-parole du mouvement Ni Putes Ni Soumises. Cela lui permet de taire plutôt plus que moins la dynamique volontariste qui se cache derrière l'émergence de ce nouveau « mouvement spontané des banlieues ». Elle passe rapidement sur son statut de présidente de SOS Racisme et sur le fait que son mouvement est une nouvelle ramification de cette association construite en opposition avec le mouvement autonome des Beurs au début des années 80 qui, lui, tentait d'évoluer à travers « Convergence 84 » (un projet qui visait à construire une seconde marche des Beurs sur la base de collectifs locaux qui devaient converger en une marche anniversaire en 84 et ancrer localement la lutte contre le racisme et l'exclusion sociale)...

A dire vrai, on est assez mal à l'aise à la lecture de ce livre-témoignage car, très vite, une contradiction se fait sentir dans le développement de Fadela Amara : elle part toujours de l'injustice sociale et du racisme pour expliquer le sentiment de colère qui l'anime depuis l'enfance, décrit très justement la violence et les provocations policières à l'intérieur de la cité et abouti on ne sait trop comment à l'élaboration de solutions basées sur le respect des normes et des règles de la République... « *Je me souviens de la mort d'un gamin d'une cité, dans laquelle les policiers étaient concernés. J'avais voulu en parler avec un prof [...]. Nous connaissions tous des grands qui avaient fait de la prison [...] et l'image que nous avions de la justice, c'était qu'elle tranchait selon « deux poids, deux mesures ». Ce n'est que beaucoup plus tard [...] que j'ai évolué dans ma représentation de la police républicaine. J'ai pris conscience que les policiers étaient avant tout des femmes et des hommes dévoués, prenant des risques pour que chacun puisse bénéficier d'un droit fondamental en démocratie, le droit à la sécurité »* (pp.21-22).

L'incohérence se fait théorie alors qu'elle développe l'émergence d'une rupture dans les comportements de la cité au début des années 90... Elle théorise la mise en place d'un « sexisme nouveau » qu'elle analyse comme le résultat du refus du processus d'intégration par la « seconde » et la « troisième » génération...

Elle évoque pourtant l'élargissement de la fracture sociale, la ghettoïsation, l'ancrage de la crise et la pérennité du racisme mais refuse de lier l'état des banlieues à l'état de la société dans son ensemble, elle laisse les deux évoluer presque parallèlement et ne peut donc analyser réellement les problèmes des cités. Selon cette logique, la conclusion qu'elle tire de ses observations tourne autour de la « dérive culturelle » des mecs de banlieues qui se sont raccrochés aux « mauvaises valeurs » de leur culture (machisme, autorité, etc...) plutôt que de montrer que ces cités sont des îlots caricaturaux de la violence et de l'état de crise du système.

Nombres de pages du bouquin sont des descriptions et des témoignages, cela apporte beaucoup sur la réalité quotidienne et l'état de dévastation sociale dans « les quartiers ». Mais, ces constats, si justes soient-ils, ne lui permettent pas de dénoncer les responsables réels et volontaires de cette situation : si elle constate un désengagement de l'Etat depuis plus de 20 ans, elle ne dénonce pas la politique anti-sociale et la responsabilité des gouvernements qui ont tout mis en place pour que les cités soient dans cet état-là aujourd'hui : divisées à l'intérieur et divisantes à l'extérieur, inoffensives et utiles pour intensifier la répression, le racisme et justifier la casse sociale.

Sans surprise et très logiquement, à la fin du bouquin, elle se félicite d'avoir porté un mouvement qui a rencontré le gouvernement Sarkozy et affirme que c'est une victoire pour ceux qu'elle appelle les « marcheurs »... No comment, dans la logique du bouquin, c'est très logique.

Depuis deux ou trois ans, un nouveau vent de révolte souffle sur les cités : du Mirail, à Strasbourg, en passant par les récentes émeutes de Grigny, les « quartiers » se sont sporadiquement soulevés. Récemment, des milliers de voix ont réussi à s'unir contre la loi raciste de Ferry qui va exclure celles que Fadela Amara nomme les « soldates du fascisme vert » et, dans la manif contre la guerre du 20 mars, dans le cortège ACG, quelques jeunes, que Fadela Amara qualifierait de « machos troisième génération », gueulaient « Sarkozy assassin », là sont les réelles bases d'un mouvement dans les banlieues, et pas seulement dans celles-ci...

Le discours qui vise à dénoncer les victimes d'un système, basé sur l'exploitation pour exister et sur l'oppression pour pérenniser et diviser la résistance, comme étant les responsables de leur conditions de vie et leur proposer, pour s'en sortir, de reconnaître ce qu'elle nomme les « règles communes » (laïcité, respect, fraternité, libertés individuelles, etc...) qui sont, en réalité, les bases du système qui les a exclus, paraît absurde... C'est pourtant l'objectif du mouvement Ni Putes Ni Soumises : porter l'espoir Républicain, cette république qui a pillé les pays qu'elle a colonisés, cette république qui renvoie aujourd'hui des réfugiés en Irak, cette république qui se targue d'anti-sexisme et qui organise le retour au foyer des mères et la dépendance des femmes envers leur conjoint en ne leur offrant que des emplois précaires ou des temps partiel, qui exclut du droit à l'éducation des femmes qui pratiquent la religion des anciens colonisés...

Cette république, gardée et protégée par les flics est la première visée par les révoltes dans les quartiers...

PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX!

Sarah, [Saint-Denis]

Pub illicite



Le métro, bien qu'espace public, est « décoré » par des entreprises privées. Des électrons libres s'arment de leur marqueur et écrivent « Ne fléchissons pas, réfléchissons ! », « Con Sot Mateur », « Les caresses sont le moyen de transport le plus sûr ».

« Rencontrons-nous pour nous réapproprier l'espace commun par un geste collectif et joyeux de protestation face à la privatisation de la culture et du monde. « Il est essentiel que chacun apporte de quoi agir » « parlez aux passagers pour expliquer votre geste ». Voilà des petits bouts de tracts des « antipubs ». S'ils sont dits « antipubs », ils ne sont pas pour autant contre toute publicité - faire de la publicité, c'est aussi faire connaître, communiquer. Ils sont contre la publicité agressive, celle qui veut imposer au public la connaissance et l'achat d'une marque.

La disparition de la publicité n'est pas pour autant un objectif en soi. Ils s'attaquent à la publicité en tant que carburant du consumérisme. En dénonçant la publicité, ils fustigent le fonctionnement actuel de la société, inégalitaire. Ce n'est donc pas seulement qu'ils en ont assez qu'on leur mette plein d'images dans leur petite tête. Ils ont aussi envie de construire une autre société. Les actions sont illégales et réalisées en public, visibles de tous. Mais depuis l'inculpation des « 62 », plus aucune action massive. Encore des slogans sur les publicités, de façon sporadique. Une des façons de soutenir le « collectif des 62 », c'est de continuer à résister, pour démontrer que la répression ne peut décourager notre réappropriation de l'espace public.

On pourrait aussi imaginer d'autres moyens d'action plus « constructifs », plus rigolos, qui viseraient à proposer une manière d'occuper l'espace autrement qu'avec des pubs. Que voudrait-on voir ? Peinture ? Textes ? Collages ? Photos ?

Lundi 15 mars, métro Liberté, la RATP recouvre, avec deux jours d'avance sur ses engagements, les espaces dits « de libre expression », des espaces qu'elle avait laissés blancs à partir du 8 mars, c'est-à-dire l'avant-veille du procès... Face aux nouvelles pubs affichées, une employée de la RATP dit : « Ah ! C'est quand même plus joli comme ça ! ».

Camille, [Sorbonne]

- La disparition de la pub entraînerait au maximum une hausse de 5% du prix du ticket. (déclaration officielle RATP)
 - La billetterie représente 1/8ème du budget total de la structure
- Dans le même temps :
- 4300 contrôleurs
 - Plus de 4000 portes « anti-fraudes » (métro, RER A et B)
 - 1400 appareils de distribution de billets
 - 3450 lecteurs de tickets (métro et RER)
 - 5200 composteurs dans les bus
- =Autant d'argent qui irait au service lui-même si les transports étaient gratuits.
- Moins d'1 milliard d'euros annuel suffirait pour la gratuité sur tout le réseau SNCF-RATP Ile de France, soit seulement la moitié du coût des nuisances dues à l'automobile en Ile de France (bruit, pollution, maladie, accidents).

Sources :

Sites RAP (Résistance à l'Agression Publicitaire) et BAP (Brigade Anti-Pub)

Procès de La Rumeur

Pour ceux qui ne le savent pas encore, La Rumeur est un des rares groupes de rap français à être resté fidèle à l'esprit de revendication sociale de cette musique des quartiers populaires (ils revendiquent le label « rap de fils d'immigrés »). Leurs textes dénoncent en effet les violences policières, le colonialisme, le racisme institutionnel de la République Française...

Exemple : « *Après tout, à part quelques balles policières logées dans le crâne ou la nuque d'enfants des cités, une justice de classe, l'enfouissement de notre véritable histoire, une criminalisation à grand renfort de crachats médiatiques et un nombre écrasant de chômeurs et précaires... ne fait-il pas bon vivre dans nos quartiers ?* »

Depuis le 5 mai 2003, La Rumeur est officiellement poursuivie en justice par le Ministère de l'Intérieur pour diffamation publique envers la police nationale. Cette accusation vise 3 passages de l'article *Insécurité sous la plume d'un barbare*, écrit par Hamé dans *La Rumeur-Le Magasine* (gratuit de 16 pages, distribué le 29 avril 2002, dans le cadre de la promotion de l'album *L'ombre sur la mesure*).

Ces poursuites sont encore un exemple du climat répressif qui s'accroît aujourd'hui : répression anti-syndicale, omniprésence des keufs, de la BAC, et même des militaires

(merci Vigipirate)... Face à cela nous devons réagir, et soutenir toutes les victimes de cette répression.

Voici l'appel de soutien qu'ils ont lancé, et que nous devons soutenir :

« *Nous, artistes, militants ou simples citoyens, nous déclarons solidaires du groupe de rap La Rumeur, actuellement poursuivi par le Ministère de l'Intérieur pour avoir publié un texte mettant en cause à trois reprises les violences policières et l'impunité dont elles bénéficient.*

Nous ne le faisons pas simplement au nom de la liberté d'expression : nous estimons que les problèmes soulevés dans ce texte sont réels, et qu'il est urgent qu'un débat sans tabous s'ouvre enfin sur les missions confiées à la police, sur les abus qu'elles entraînent et sur le traitement judiciaire de ces abus.[...]

S'il faut un procès pour que ce débat s'ouvre enfin, ce procès doit aussi être le nôtre : nous demandons à être inculpés nous aussi pour diffamation contre la police nationale, puis comme Hamé, auteur du texte poursuivi, nous déclarons publiquement que :

- « *les rapports du ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété.*

- « *La réalité est que vivre aujourd'hui*

dans certains quartiers, c'est avoir plus de chances de vivre des situations d'abandon économique, de fragilisation psychologique, de discrimination à l'embauche, de précarité du logement, d'humiliations policières régulières...

- « *Au travers d'organisations comme SOS Racisme, créé de toutes pièces par le pouvoir PS de l'époque pour contribuer à désamorcer le radicalisme des revendications de la Marche des Beurs, l'égalité des droits devient l'égalité devant l'entrée des boîtes de nuit. La justice pour les jeunes assassins par la police disparaît sous le colosse slogan médiatique « Touche pas à mon pote ! ».*

Dans une société qui poursuit davantage celui qui dénonce les abus policiers que celui qui les commet, notre place est au banc des accusés. »

Le procès aura lieu le 12 novembre au Tribunal de Grande Instance de Paris, 4 bd du Palais, 17^{ème} chambre correctionnelle.

Soyons nombreux ce jour-là devant le Tribunal pour soutenir ces porte-parole de la jeunesse des quartiers, face à la répression policière de l'Etat bourgeois.

Pour signer l'appel, et se renseigner sur *La Rumeur*, allez sur leur site : www.chez.com/larumeur/

Gabi, [Nanterre]

Rwanda

Il y a dix ans, le génocide



Jusque dans les années 1950, journalistes et hommes politiques n'avaient pas de complexes pour parler de « races » et de « tribus » à propos des peuples d'Afrique. Depuis, leur vocabulaire s'est quelque peu édulcoré, mais pas les préjugés. On parle d'ethnies, terme plus « scientifique » et passable, mais qui n'empêche pas de présenter les conflits comme des guerres tribales, belle manière de se dédouaner et de justifier les interventions néo-colonialistes, que ce soit en Afrique ou, par ailleurs, dans des régions telles que les Balkans ou le Proche Orient.

Pourtant, le terme même d'ethnie est difficile à définir, il suppose un regard classificateur, hiérarchique, des déterminismes génétiques « naturels. » Bien que beaucoup employé, il renvoie à des constructions artificielles avec en Afrique des noms d'ethnies souvent inventés par les colons.

Une subdivision existe au Rwanda et au Burundi avant la colonisation Allemande puis Belge, entre Hutu, Tutsi et Twa, mais ceux-ci partagent la même langue, la même religion et la même culture ; il est difficile de parler d'ethnies réelles dans cette société, d'autant qu'il était rare de trouver des familles sans métissage, à l'exception de l'aristocratie tutsie qui conservait le pouvoir en ne se « mélangeant » pas. La « semi-colonisation » belge s'appuyait sur la force et la diplomatie avec l'aristocratie tutsie du Rwanda qui en profitait pour étendre son pouvoir et annexer les petits royaumes tutsis du Nord-Ouest. C'est même une caste politique et un clergé tutsi qui se créent alors sur

l'exploitation des paysans à majorité hutus. Ainsi, la lutte d'indépendance qui aboutira en 1962 est-elle à la fois une lutte contre les Bazungu, les blancs et contre l'élite despotique tutsie.

Lors du transfert d'autorité, la Belgique qui ne souhaite pas perdre sa mainmise laisse se dérouler la « révolution sociale, » le renversement de la monarchie tutsie et prend parti pour une élite hutue, groupe d'intellectuels formés dans les écoles catholiques. Dès 1959, des heurts « ethniques » ont lieu, puis une véritable guerre civile, avec le massacre de décembre 1963, faisant au moins 10 000 victimes tutsies. Des centaines de milliers d'entre eux commencent à fuir le pays. Le gouvernement hutu s'appuiera sur la haine « historique » entre ethnies en créant au passage une histoire falsifiée et une croissance de l'idéologie raciale. De plus, la pression internationale sur la production agricole, avec la baisse du cours du café en 1991, fait que se constituent de grandes exploitations productrices de biens d'exportation, tandis que croissent le nombre de jeunes paysans sans terre, les inégalités sociales et, pour beaucoup, la difficulté à se nourrir.

Là encore, les milices d'extrême droite hutues et l'armée, les Forces Armées Rwandaises (FAR), entraînées par la France, entretiennent le racisme désignant de façon populiste les Tutsis comme ennemis du peuple. En décembre 1990, le périodique Kangura (« Réveillez-le »), proche du gouvernement, publie les « dix commandements du Hutu », appelant à la ségrégation et à la violence contre les Tutsis. En couverture, une photo du président Mitterrand, avec comme



sous-titre : « Un véritable ami du Rwanda. C'est dans le malheur que les véritables se découvrent. » En 1993, la France qui aide militairement le régime Hutu laisse place à l'ONU, mais restera très présente jusqu'à la fin du génocide.

Le 6 avril 1994, un attentat abat l'avion présidentiel dans lequel se trouvaient le président du Rwanda et celui du Burundi. Tout en annonçant la nouvelle les médias proches du mouvement « Hutu Power » lancent un appel au meurtre des Tutsis et des Hutus non extrémistes. Ainsi, le colonel Bayosora, ancien élève de l'École de guerre française donne-t-il selon toute probabilité l'ordre d'assassiner les dirigeants politiques qui pourraient s'opposer à un génocide. Il dirige ensuite les réunions de constitution du Gouvernement intermédiaire rwandais (GIR), auxquelles assiste l'ambassadeur français Jean-Michel Marlaud. Le GIR sera composé des dirigeants des tendances « Hutu Power » des partis rwandais, ce que constate Marlaud, tout en se déclarant « assez satisfait » de sa constitution.

Ce soutien de facto de la France a de lourdes conséquences sur le déroulement du génocide. Au niveau national, il permet au GIR de se légitimer et de rallier à lui les responsables militaires hésitants. Sur le plan international, la France soutient le GIR à l'ONU et la politique qu'il mènera le sera intégralement en collaboration avec Paris. Le 27 avril, Jérôme Bicomumpaka et le directeur des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, Jean-Bosco Barayagwiza, sont reçus par le ministre des affaires étrangères Alain Juppé, puis par le Président Mitterrand et le Premier Ministre Edouard Balladur. Les deux hommes sont aujourd'hui inculpés pour génocide et incarcérés.

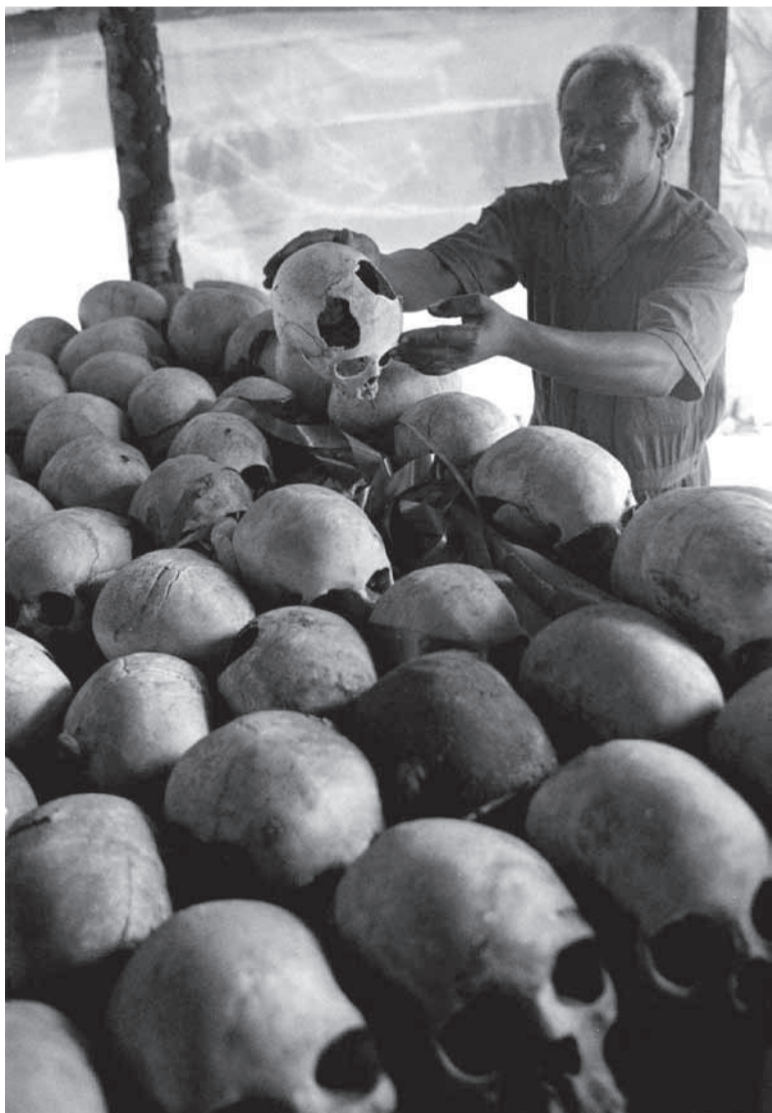
Sur place, le génocide mit en place est un cas historique unique. On pourrait, comme Jean-Pierre Chrétien, parler de « nazisme tropical. » Surlant sur la misère et une haine fabriquée, le gouvernement et les milices agissent par le biais direct de la population civile. C'est elle qui sera souvent chargée du travail d'extermination. Il est frappant d'en-

tendre les témoignages des paysans hutus qui, chaque jours, allaient assassiner à coups de machette leurs voisins tutsis. Certes, la pression des milices présentes dans les villages incitait à obéir, puisque les hutus non-extrémistes étaient également sur la liste des personnes à éliminer. Néanmoins, c'est une terrifiante banalisation du génocide qui existait, elle fera 500 000 morts. Cette technique redoutable n'est pas née par hasard. De fait, les stratèges militaires français avaient été les professeurs des instigateurs du génocide. Pis, lorsque arrivent au Rwanda les tutsis du Front Patriotique Rwandais (FPR), cherchant à renverser le pouvoir, l'ambassadeur Marlaud condamne sans appel le mouvement. Le 17 mai, la France refuse de voter à l'ONU un embargo sur les armes, considérant qu'il ne pénaliserait que les forces gouvernementales ! Avec l'avancée du FPR ce sont des nouveaux massacres qui ont lieu, l'ambassade organise alors la fuite des dirigeants parmi les deux millions de civils hutus qui quittent le pays, sous le nom de l'opération « Turquoise » qualifiée d'« humanitaire » et mandatée par l'ONU. Mais la présence des responsables est connue et déclenche des massacres dans les camps de réfugiés hutus du Zaïre, par les milices tutsies et celles des rebelles zaïrois. Pour tenter de se dédouaner, une « Mission d'information » a été lancée par la France, elle a conclu à « des erreurs d'appréciation au Rwanda, de la part des représentants de la France, entre 1990 et 1994. »

Au final, près d'un million de morts d'avril à juillet, des causes directes ou indirectes, un pays détruit physiquement, économiquement et socialement. Les massacres continueront dans les camps de réfugiés, ainsi que les règlements de comptes politiques. Mais si le caractère génocidaire a fini par être reconnu, si des responsables nationaux ont été arrêtés, la responsabilité de la France, de l'ensemble des dirigeants de l'époque, de la Belgique et de l'ONU est loin d'être établie aux yeux du Tribunal Pénal International. Au contraire, ce sont ces « champions de la paix » que l'on appelle aujourd'hui dans

d'autres régions du monde pour apaiser les situations, pour raisonner sans doutes les guerriers tribaux et irresponsables !

Jean-Baptiste, [Nanterre]



Bibliographie

- Les ouvrages sont nombreux, ceux-ci en sont parmi d'autres mais sont assez complets et reprennent d'autres références.
- François-Xavier Verschave, *Complicité de génocide ? : la politique de la France au Rwanda, La Découverte, 1994*
 - Jean-Pierre Chrétien, *Le défi de l'ethnisme : Rwanda et Burundi, 1990-1996, Karthala, 1997*
 - Dominique Franche, *Rwanda, généalogie d'un génocide, Les petits livres / Mille et une nuits, 1997*
 - Gérard Prunier, *Rwanda 1959-1996, histoire d'un génocide, Dagorno, 1997*
 - Peter Ulvin, *L'aide complice ? Coopération internationale et violence au Rwanda, L'Harmattan, 1999*
 - Monique Mas, *Paris-Kigali 1990-1994 : lunettes coloniales, politique du sabre et onction humanitaire pour un génocide en Afrique, L'Harmattan, 1999*
 - Jacques Morel, *Calendrier des crimes de la France outre-mer, L'Esprit Frappeur*
 - Medhi Ba, *Rwanda, 1994, un génocide Français, L'Esprit Frappeur*

21^{es} Rencontres Internationales de Jeunes

Du 25
au 31
juillet

Destination l'Etat espagnol !

Forum Social Mondial, Forum Social Européen, manifestations du 27 septembre 2003 et du 20 mars dernier : les échéances internationales continuent à s'enchaîner à un rythme soutenu. Et ce n'est pas encore fini : on annonce la venue de Bush en France en juin prochain, le FSE a fixé une date de mobilisation pour défendre les acquis sociaux début mai... Et au milieu de tout ça vont avoir lieu les élections européennes... Autant dire qu'il est parfois difficile de suivre et de s'y retrouver. Surtout quand on découvre une nouvelle initiative comme les Rencontres Internationales de Jeunes...

Les Rencontres Internationales de Jeunes, c'est quoi ?

Depuis plus de 20 ans maintenant, chaque été, les militant-e-s jeunes de la

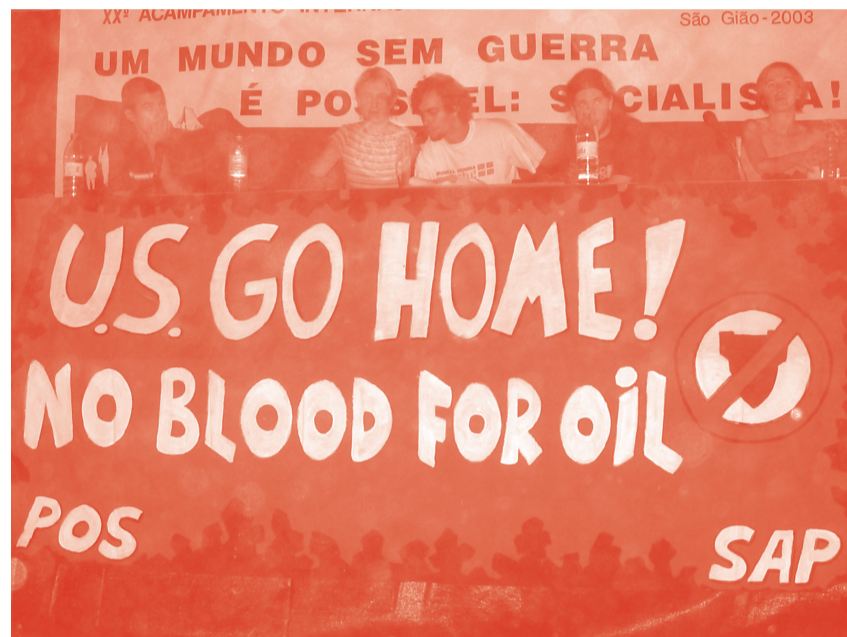
Quatrième Internationale se retrouvent pendant une semaine pour débattre et discuter. De tout : de la situation politique, économique, sociale. De films, de musique, de la révolution, de l'éducation, de l'écologie, du féminisme, de l'homosexualité... Beaucoup de débats, de commissions, d'ateliers. Mais elle n'ont pas été conçues seulement comme un moment de débat politique. Mais aussi comme un moment convivial, qui permet de se retrouver ou de faire connaissance, autour d'un verre, de faire la fête. Chaque année, se sont entre 400 et 500 jeunes qui passent une semaine ensemble, à se détendre et à discuter, mais aussi à organiser la vie au quotidien. C'est-à-dire gérer le bar, nettoyer les espaces collectifs, assurer la sécurité de tous... Un cadre en somme qui permet de discuter de notre projet révolutionnaire, tout en nous efforçant de commencer à le mettre en action !

Et la prochaine édition ?

Après l'Italie, la France et le Portugal, c'est en Espagne que se tiendra la 21^e édition des RIJ. Le programme est en cours d'élaboration, mais restera placé dans la perspective de la préparation des luttes internationales. Des mobilisations face aux attaques contre l'éducation dans tous les pays d'Europe jusqu'aux mobilisations internationales contre la guerre, l'ensemble des militant-e-s jeunes de la Quatrième Internationale y ont pris une part active. Ce sera donc l'occasion de partager nos expériences et de tirer des bilans dans la perspective des prochaines échéances, dont le Forum Social Européen de 2004. Nous publierons le programme complet dans le prochain numéro de Red. Mais n'hésitez pas à vous inscrire dès maintenant.

Camille, [St Denis]

Pendant une semaine, nous ferons l'expérience d'un camp autogéré. Les tâches collectives comme l'organisation de la journée ou l'entretien du camp sont décidées collectivement et démocratiquement. Les RIJ sont placées sous le signe de l'internationalisme. Nous tenterons aussi d'instaurer d'autres rapports sociaux, en luttant contre les préjugés racistes, sexistes et homophobes.



Les thématiques abordées :

L'oppression spécifique des femmes
Les luttes des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT)
L'écologie
Les luttes scolaires
La précarité et les luttes des jeunes précaires
L'antifascisme
Les luttes altermondialistes
L'Histoire du mouvement révolutionnaire

Ateliers pratiques et activités ludiques

Vidéo
Médias alternatifs
Percussions, jonglage
Graffs
Activités sportives



c'est là



Pour toute information, contacter le 01 48 70 42 30

Le prix (c'est là que c'est dur) :

A priori, il sera de 120 euros environ, tout compris sur place (amenez juste une tente et des gamelles pour manger).

Pour le voyage, nous allons nous renseigner au plus vite.

En faisant des collectes, nous allons essayer de baisser tous ces prix. Aidez-nous !

Inscrivez-vous dès maintenant !

- O Je souhaite m'inscrire pour les Rencontres internationales de jeunes
- O Je suis intéressé par des transports collectifs
- O Je souhaite prendre contact avec les JCR
- Nom : _____ Prénom : _____
- Adresse : _____
- Arrhes (20 euros minimum) : _____
- Age : _____

A renvoyer à : JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil